PLŒMEUR
PLAÑVOUR

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNE DE PLOEMEUR

Séance Publique
Mercredi 24 juin 2026

PROCES VERBAL
CONSEIL MUNICIPAL
Mercredi 24 juin 2026

Présents :
Ronan LOAS, Armelle GEGOUSSE, Jean-Guillaume GOURLAIN, Anne-Valérie RODRIGUES, Claude ORVOINE, Liliane MARTEVILLE, Cédric ORVOËN, Brigitte LE LIBOUX, Christian PERRIEN, Marie-Christine LE NORMAND, Annie BRUNET, Christian LAURENT, Pascaline ALNO, Pascal GUERIF, Jean-Luc SCIEUX, Isabelle GUSMINI, Christian CHEMOUL, Christine BARETTE, Aurélie DIRINGER-DAGORNE, Liziane LASCOMBES, Ludovic ILLIEN, Mathieu GAUTHIER LE PRIOL, Thomas EDOUARD, Aymeric VAZ PIRES, Corinne GOASDEC, Olivier MAZÉAS, Maïté BRISELET, Lysiane METAYER, Erwan RIBAULT.

Absents ayant donné pouvoir :
Ludovic JEGO à Armelle GEGOUSSE, Carole DE AMORIM à Brigitte LE LIBOUX, Marianne POULAIN à Annie BRUNET, Jack MAIGNAN à Maïté BRISELET.

Absents :
Ronan LOAS (bordereaux 3, 4, 5, 14, 15), Armelle GEGOUSSE (bordereaux 14), Ludovic JEGO (bordereau 14), Ludovic ILLIEN (bordereau 14), Marie-Christine LE NORMAND (bordereau 15).

Rapports 01 et 02, 06 à 13, 16 à 18 : Présents 29 – Pouvoirs 04 – Absents 00
Rapports 03 à 05 : Présents 28 – Pouvoirs 04 – Absents 01
Rapport 14 : Présents 26 – Pouvoirs 03 – Absents 04
Rapport 15 : Présents 27 – Pouvoirs 04 – Absents 02

Le quorum est atteint (rapports 01 et 02, 06 à 13, 16 à 18 : 29 présents – rapports 03 à 05 : 28 présents – rapport 14 : 26 présents – rapport 15 : 27 présents).

Secrétaire de séance : Anne-Valérie RODRIGUES

Ordre du jour

Approbation du procès-verbal de la séance du 10 avril 2026
Approbation du procès-verbal de la séance du 19 mai 2026

Administration générale

1. Compte-rendu des décisions prises par le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du CGCT
2. Règlement intérieur du Conseil municipal

Finances

3. Compte Financier Unique 2025 - Budget principal de la ville
4. Compte Financier Unique 2025 – Budget ZAC centre bourg
5. Compte Financier Unique 2025 – Budget Cuisine centrale
6. Affectation de résultats 2025 - Budget principal de la ville
7. Affectation de résultats 2025 – Budget Cuisine centrale
8. Budget supplémentaire 2026 - Budget principal de la ville
9. Budget supplémentaire 2026 – Budget ZAC centre bourg
10. Budget supplémentaire 2026 – Budget Cuisine centrale
11. Règlement budgétaire et financier de la ville 2026-2032
12. Fixation des tarifs de la restauration collective pour les villes membres de l'entente intercommunale
13. Fixation des tarifs de la restauration collective applicables aux différents partenaires de la cuisine centrale
14. Garantie emprunt Société Publique Locale Bois Energie Renouvelable – Réseau chaleur urbain
15. Tarifs de la Taxe locale sur la Publicité Extérieure (TPE) - Année 2027

Culture

16. Association Paysages de Mégalithes de Carnac et du Sud-Morbihan – Désignation des représentants à l'assemblée générale – Candidature au Conseil d'administration

Parcours de l'Enfant et du Jeune

17. Participation aux dépenses de fonctionnement des établissements scolaires privés du 1er degré du territoire sous contrat d'association – Année scolaire 2026-2027
18. Participation aux dépenses de scolarité pour les enfants de la ville de Lorient inscrits dans les écoles publiques du 1er degré de Ploemeur - Année scolaire 2026-2027

Ronan LOAS, Maire, ***ouvre la séance du conseil municipal à 17h01***.

Il est procédé à l'appel nominal des conseillers municipaux afin de vérifier les conditions de quorum.

Ronan LOAS, Maire, ***« Je vous présente les personnes derrière moi que vous ne connaissez pas. Nous avons Marie, qui est étudiante en première année à Sciences Po Lyon, et qui est en stage pendant six semaines au cabinet. Et Raphaël, qui est en stage d'observation de deux semaines, lui aussi au cabinet, et qui termine sa seconde au lycée Dupuy de Lôme. On essaie d'accueillir des stagiaires autant que possible. C'est une période intéressante, entre tout ce qu'on est en train de gérer et la fin du mois. Je sais qu'ils sont bien accompagnés par notre directeur de cabinet. »***

Approbation des procès-verbaux des séances du 10 avril 2026 et du 19 mai 2026.

Ronan LOAS, Maire, ***« Pour commencer, nous allons approuver les procès-verbaux des conseils municipaux des 10 avril et 19 mai derniers. Nous n'avons pas reçu de remarques ni de questions en amont. Y a-t-il des modifications à apporter ? Oui, M. MAZÉAS. »***

Olivier MAZÉAS, conseiller municipal de l'opposition, ***« J'ai envoyé un courriel tout à l'heure à M. LAPEYRE. Juste deux petits détails. Rien de très grave. Sur celui de mai, ce sont des traductions, je pense, du logiciel. J'ai fait part à M. LAPEYRE des deux points. Ce sont des détails : au lieu de parler de la dotation de subvention de l'investissement local, la DCIL, il est écrit à un moment donné « des cils ». »***

Ronan LOAS, Maire, ***« Ok, c'est une coquille. »***

Olivier MAZÉAS, conseiller municipal de l'opposition, ***« Histoire que ça fasse joli sur le document. »***

Ronan LOAS, Maire, ***« Je fais exprès de le dire au micro pour que la signature corresponde à ce qu'on se dit, au moment où j'appellerai les conseillers à voter. Merci. Comme je vous l'ai indiqué en début de séance, afin de fluidifier nos débats et échanges, n'hésitez pas, en amont, à transmettre vos remarques dans les meilleurs délais. Il y avait deux procès-verbaux cette fois-ci, car nous avons eu quatre conseils en à peu près trois mois. Nous réussissons tout de même, avant l'été et dans des conditions pas toujours simples, à avoir mené à bien ces conseils municipaux, les instances, et je remercie les équipes en charge du suivi. Hormis les remarques que nous prendrons naturellement en compte, M. MAZÉAS, y a-t-il d'autres observations ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des oppositions à l'adoption des deux procès-verbaux, ou des abstentions ? Je n'en constate pas non plus. Très bien. »***

La modification a été faite avant publication du document sur le site internet.

Les deux procès-verbaux ont été approuvés à l'unanimité.

Ronan LOAS, Maire, ***« Je précise juste en amont du conseil, avant de commencer l'examen des délibérations, que pour les bordereaux 3, 4 et 5, le compte financier unique, le Maire doit sortir. Je proposerai en présidence de séance Mme GEGOUSSE, mais je le redirai. On lèvera le vote à bulletin secret. Mme GEGOUSSE présentera les bordereaux 3, 4 et 5, parce que je ne peux pas demander quitus, étant l'ordonnateur des dépenses publiques. Je reviendrai sur ce qu'est un compte financier unique dans la matière.***

Pour le bordereau 14, relatif aux garanties d'emprunt de la SPL, je serai amené à sortir, car j'y représente l'agglomération. Je ne peux donc pas être présent au moment du vote. Par sécurité, je vais sortir pour la partie des débats. Il s'agit de garanties d'emprunt qui ont été soumises au vote hier lors du conseil communautaire. Si vous avez assisté au débat, vous avez vu que cela a été rapide.

Mme GEGOUSSE et M. ILLIEN sortiront également, car ils représentent la ville de Ploemeur au sein de la SPL BER. Pour le bordereau 16, concernant l'association Paysages de Mégalithes, nous sortirons avec Mme LE NORMAND, car, en tant que vice-président du département du Morbihan en charge de la culture et du patrimoine, j'accorde des subventions à l'association et je souhaite également obtenir une place au conseil d'administration. Nous sortirons donc tous les deux.

Pour vos organisations personnelles, sauf urgence, le prochain conseil municipal aura lieu le lundi 28 septembre 2026 à 17 heures, ce qui correspondra au conseil du troisième trimestre. La commission « Cohésion sociale et vie locale » se tiendra le mardi 15 septembre à 17h30. La commission « Cadre de vie et territoire », le mercredi 16 septembre à 17h30. Et la commission « Ressources et moyens généraux », le jeudi 17 septembre à 17h30.

Le prochain conseil est un lundi parce que l'agglomération nous a pris toutes les dates que nous avions calées en amont. Pour septembre, nous avons choisi d'avancer, car le mercredi présente des contraintes en termes de représentation. Si le Maire n'est pas présent, il est déjà un peu plus compliqué de tenir un conseil. Nous avons toutefois fait remonter à l'agglomération notre schéma classique. Toutes les communes ont tendance à faire remonter leur planning. L'agglomération avait également son propre calendrier, qui a été pris en compte, mais finalement, les règles ont été légèrement modifiées, ce qui explique que nous tenions ce conseil un mercredi, alors que ce n'était pas notre date initiale. L'objectif est qu'entre décembre et le début de l'année, nous puissions retrouver le rythme classique, qui est plutôt le mardi, bien plus confortable pour tout le monde.

Pour information, hier, nous étions au conseil communautaire, qui a duré un certain temps. C'était le vrai premier conseil communautaire depuis le début du mandat. Pour en revenir à mes propos, j'ai réuni aujourd'hui tous les élus des communes littorales pour parler des enjeux littoraux : recul du trait de côte, compétence GEMAPI, etc. Je le mentionne ici parce que je vous proposerai, si vous l'acceptez, un schéma de commission générale où je porterai ma casquette de vice-président de l'agglomération en charge des politiques de l'eau, de la GEMAPI et des risques littoraux, afin d'organiser une présentation similaire à celle que j'ai faite devant l'ensemble des élus des communes littorales concernées.

Je le dis également parce que, lors du dernier conseil municipal, il y a eu beaucoup d'approximations — je ne le dis pas par provocation ni pour pointer quoi que ce soit — sur des sujets qui n'avaient en réalité rien à voir avec l'ordre du jour, tant ils sont complexes, ou sur d'autres sujets où nous sommes en train d'avancer. Je pense notamment au recul du trait de côte, aux différentes politiques de la GEMAPI, etc. C'est pourquoi je vous proposerai une présentation en présence des services de l'agglomération au mois de septembre, ce qui permettra à tous d'être sur un même niveau en termes de compétences et de compréhension des sujets.

L'idée est de faire un temps à la fois d'explication de texte et de formation, afin que chacun soit bien positionné et utilise les bons termes : PPRL, compétence GEMAPI, recul du trait de côte, le fameux décret qui a pu faire débat. J'avais beau expliquer les règles, et ce qui est intéressant, c'est qu'en réunissant l'ensemble des élus, comme ce matin, avec Mme DIRINGER-DAGORNE, qui est déléguée en charge des questions littorales et de l'attractivité et qui était présente, nous avons pu rassembler les communes du littoral lorientais pour définir une ligne de route commune.

Je vous proposerai donc une date de commission générale à la rentrée, permettant cette présentation très didactique, qui clarifiera qui est compétent sur tel sujet, quel est le calendrier lorsqu'on parle de recul du trait de côte, et quels seront les champs d'investigation et de conséquences, notamment en matière de documents d'urbanisme. Je ne vais pas refaire la réunion de ce matin. Cet après-midi, j'étais sur une autre réunion, qui ne concernait pas directement la commune, mais qui portait sur les décharges littorales, dans le cadre duquel nous accompagnons trois communes avec le CEREMA et l'ADEME. Je pense toutefois qu'il est essentiel que nous disposions tous d'un même socle de compétences et de compréhension avant d'aborder ces sujets publiquement ici. »

n°01

COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE EN VERTU DE L'ARTICLE L 2122-22 DU CGCT

Rapporteur : Ronan LOAS

Le Maire informe le Conseil municipal qu'en vertu des délégations qui lui ont été confiées par délibération du Conseil municipal en date du 10 avril 2026, conformément à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales, il a pris les décisions suivantes :

1- FINANCES

Contractualisation d'un emprunt de 2 500 000 €, pour financer les investissements environnementaux et sociaux prévus au budget, auprès du Crédit Mutuel de Bretagne. Les caractéristiques principales du prêt sont les suivantes :

- Montant du capital emprunté : 2 500 000 €
- Amortissement : Linéaire
- Durée : 15 ans
- Taux fixe : 3,81 %
- Frais : 2 500 € TTC
- Echéance : Trimestrielle

Tarif des repas fournis par la cuisine centrale de Ploemeur à la cuisine centrale de Lorient

2- COMMANDE PUBLIQUE

Marché public - Attribution
Attribution du marché de travaux pour la rénovation du terrain synthétique Bois-Pins (2 lots)
Lot 1 : SAS PIGEON TP LOIRE ANJOU - 641 790,84 € HT
Lot 2 : SAS SPIE CityNetworks - 42 985 € HT

Marché public – Avenant
Fourniture de denrées alimentaires Lot 5 - Surgelé : avenant d'ajout de prestation

3- CONVENTIONS

Convention avec la Fédération Départementale des Groupements de Défense contre les Organismes Nuisibles (FDGDON) pour l'acquisition de pièges sélectifs
Convention de coopération avec le lycée agricole Kerplouz Lasalle
Convention avec le Département du Morbihan pour le prêt à titre gracieux de l'exposition « les sanctuaires du Morbihan » d'Emmanuel Berthier entre le 2 juin et le 2 septembre 2026

4- FUNERAIRE

Type	Cimetière	Localisation	Durée
Acquisition	Cimetière de Cornouaille	Carré C - Emplacement 50C	15 ans
Renouvellement	Cimetière du Centre-Ville	Carré H - Emplacement 2890	30 ans
Acquisition	Espace Cinéraire de Cornouaille	Columbarium Mur L - Face B - Case 497	30 ans
Renouvellement	Cimetière du Centre-Ville	Carré N - Emplacement 1463	30 ans
Renouvellement	Cimetière du Centre-Ville	Carré J - Emplacement 1164	15 ans
Renouvellement	Cimetière du Centre-Ville	Carré F - Emplacement 780	30 ans
Acquisition	Cimetière de Cornouaille	Carré E - Cavurne 9F	15 ans
Acquisition	Cimetière de Cornouaille	Carré C - Emplacement 49C	30 ans

5- RENOUVELLEMENT D'ADHESION

Label API'CITE 2025-2028

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'avis de la Commission 3 « Ressources et moyens généraux » en date du 11 juin 2026 ;

Vu le rapport présenté en séance du Conseil municipal ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré :

- **PREND ACTE** des décisions prises par le Maire dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil municipal.

Ronan LOAS, Maire, ***« Vous avez désormais, et vous l'aurez à chaque conseil municipal, l'état des lieux des délégations du Conseil au Maire et des conventions que nous avons pu signer pour plusieurs années et qui se renouvellent annuellement sur des durées pluriannuelles. Est-ce que cela soulève des questions particulières ? Pour certaines conventions, nous prévoyons de procéder à un examen lors de certaines commissions à partir du dernier trimestre, notamment sur les politiques en matière de transition énergétique ou écologique, afin également de vous détailler ce qu'est une labellisation « territoire en transition énergétique ». Je pense qu'il est nécessaire que nous disposions d'un socle de connaissances communes pour pouvoir débattre avec une compréhension équitable de ces sujets. »***

Olivier MAZÉAS, conseiller municipal de l'opposition, ***« Il y a plusieurs points. Le premier point concernait le label Apicité. Nous en avons eu l'occasion de discuter en commission. J'avais soulevé le fait que c'était dommage qu'il n'y ait pas le montant indiqué. De manière générale, il n'y a pas assez de détails dans les comptes rendus. Là, en l'occurrence, je voudrais bien que soit écrit que cela représentait 1 000 €, qu'il y ait un minimum d'informations. »***

Ronan LOAS, Maire, *« Oui, mais cette information est disponible sur le site. L'objectif est de faire un compte rendu des décisions qui ont déjà été prises. Sur le site internet de la ville, vous avez déjà accès à la convention. »*

Olivier MAZÉAS, conseiller municipal de l'opposition, *« Oui, mais il y a des délégations qui ont été votées au début du mandat, et il y a un devoir de rendre compte auprès des élus en conseil municipal. »*

Ronan LOAS, Maire, *« En réalité, toute l'information est publique et communiquée, puisqu'elle est disponible sur le site internet. Lorsqu'il s'agit de prendre une décision, toutes les informations sont fournies. Étant donné que nous avons délibéré de 2025 à 2028, nous faisons simplement un point d'information, et vous aurez la même délibération qui repassera à l'anniversaire de la convention, comme c'est le cas dans toutes les instances. Hier, au Conseil communautaire, cela n'a pas donné lieu à un débat sur ce sujet, pas plus qu'au Département en session. Cela peut vous étonner, mais c'est ainsi. »*

Olivier MAZÉAS, conseiller municipal de l'opposition, *« En fait, ce qui m'étonne, c'est que lorsque l'on pose la question en commission, on obtient une réponse indiquant que le montant se situe entre 300 et 400 €. Donc, si cela était indiqué dans le compte rendu, ce serait plus clair pour moi. »*

Ronan LOAS, Maire, *« Je prends note, mais cette délibération repassera chaque année à date anniversaire, et toutes les informations sont disponibles sur le site internet. »*

Olivier MAZÉAS, conseiller municipal de l'opposition, *« Parce que cela pourrait varier d'une année sur l'autre. »*

Ronan LOAS, Maire, *« Je pense qu'on aurait plutôt pu débattre du fait que la ville de Ploemeur détient le niveau le plus élevé de labellisation APIcité. Il s'agit d'un label délivré par la Fédération des apiculteurs. On peut discuter de 300 €, mais je préfère souligner que la commune de Ploemeur est citée en exemple lors du dernier congrès des maires, notamment pour son action contre les intrants, la protection des abeilles et la lutte contre les espèces invasives, en particulier les frelons asiatiques. Je prends note de votre remarque, mais la réalité est que vous aurez chaque année le même type de bordereau pour ces sujets. »*

Olivier MAZÉAS, conseiller municipal de l'opposition, *« Ok, moi, c'était simplement pour exprimer que j'aurais personnellement souhaité que les comptes rendus soient plus détaillés et un peu plus faciles à lire. J'ai fait part par écrit de mes remarques à M. LAPEYRE. Sinon, il y avait la question du terrain synthétique. Les frais sont indiqués ici. Nous n'avons pas encore eu beaucoup d'informations à ce sujet pour l'instant. J'ai vu un article dans la presse, mais peu d'informations officielles. Pour tout vous dire, je suis arrivé à la Plaine Oxygène et je me suis rendu compte que le site était fermé. Je trouvais qu'il y avait eu peu de communication à ce sujet. Ce n'était qu'une remarque à titre d'information. »*

Ronan LOAS, Maire, *« Concernant le manque d'information, je m'inscris en faux, je préfère le dire clairement. Ce projet est inscrit dans le plan pluriannuel d'investissement, dans le programme électoral sur lequel nous avons été élus en 2020, où nous avions prévu le début des travaux en 2026 pour une livraison fin 2027. Il était inscrit dans le vote du budget. Je pense que vous étiez présent lors de la dernière séance du conseil municipal. Si l'on est présent, autant s'informer des éléments communiqués publiquement. Nous avons échangé avec les associations utilisatrices. Un point d'information sera fait lors d'une commission. L'inauguration devrait, si possible, avoir lieu lors de la fête du sport. Le fait qu'il n'y ait pas eu d'information, désolé, mais c'est inexact. Ce sujet est abordé depuis 2019-2020, notamment lors des assemblées générales de l'Office Municipal des Sports, et inscrit dans le plan pluriannuel d'investissement sur tout le mandat 2020, avec comme objectifs, je le dis en regardant Mme*

GEGOUSSE, la labellisation de territoire en transition écologique, zéro intrants, zéro matière plastique au maximum, etc. Le sujet est extrêmement transparent pour quiconque suit l'actualité municipale. »

Olivier MAZÉAS, conseiller municipal de l'opposition, *« Vous êtes en train de vous enflammer sur la thématique générale. Ce n'était pas mon intention. Ce que je voulais dire, c'est qu'il y a eu peu d'informations diffusées aux utilisateurs, qui ne savaient pas le jour même que le site allait fermer. »*

Ronan LOAS, Maire, *« Je regarde M. PERRIEN, en particulier, parce qu'il fait le lien avec les associations. Depuis quatre ans, on travaille sur ce projet avec le premier utilisateur, qui est le FC Ploemeur. Lors des assemblées générales de l'Office Municipal des Sports, ce projet a été 100 % détaillé. Donc, je suis désolé, je ne peux pas vous laisser dire cela. C'est un mensonge, car on a parlé de ce sujet avec les associations sportives à chaque fois. Je regarde M. PERRIEN : à toutes les assemblées générales du FC Ploemeur, le sujet a été abordé. La répartition du temps d'utilisation du terrain synthétique est de 30 à 40 % pour le FC Ploemeur, et le grand public dispose de 60 % du temps d'utilisation restant. On a présenté le projet lors des réunions d'information générale, qui se tiennent une fois par an, où tous les projets sont présentés à la population. Tout citoyen qui souhaite connaître ce qui se passe sur la commune peut participer à ces temps d'information.*

En 2025, on a présenté le projet Stole. L'intégralité du plan pluriannuel d'investissement a été détaillée, permettant aux Ploemeurois de poser des questions sur le sujet. Il n'y a donc pas eu absence d'information : c'est faux. C'est pourquoi je me permets de vous dire que cette affirmation est inexacte. Un énorme travail a été mené par nos services en concertation, avec l'élu M. PERRIEN, tant sur le précédent mandat que sur celui en cours.

Nous fonctionnons de la même manière pour la future salle et la rénovation de la salle Saint-Mathurin : des réunions de co-construction ont eu lieu. Tous les acteurs sportifs ont été reçus afin que nous prenions bien en compte leurs attentes. Ce sujet a été redébattu lors des différentes assemblées générales, et certaines associations en ont même fait mention dans leurs articles de presse. Il n'y a donc pas eu le moindre manque d'information. Il peut y avoir une méconnaissance des dossiers, qui a pu empêcher de poser la question à un moment donné. Mais tous les points ont été traités. »

Olivier MAZÉAS, conseiller municipal de l'opposition, *« La date de fermeture du terrain, de la fin d'accès ? »*

Ronan LOAS, Maire, *« Elle a été annoncée à tous les clubs auparavant puisque l'arrêté a été pris en concertation avec les clubs. »*

Olivier MAZÉAS, conseiller municipal de l'opposition, *« Vous savez qu'il n'y a pas qu'un accès réservé aux clubs, en fait ? »*

Ronan LOAS, Maire, *« Je le sais, mais nous avons informé via le site internet, par affichage, et lors de l'assemblée générale de l'année précédente, où le sujet avait été évoqué. On ferme un équipement sportif quand il n'y a plus de saison sportive, car c'est à ce moment-là qu'on ne gêne pas les calendriers sportifs. Ce sera donc le même schéma pour la plupart des équipements, sauf pour la salle Saint-Mathurin, car il n'est pas possible, en une seule période estivale, de réaliser tous les travaux de rénovation énergétique prévus.*

Dans ce cas, nous mènerons un travail de concertation afin que le futur équipement réponde bien aux attentes des clubs, tout en collaborant avec l'économe du projet pour que les dates de fermeture entraînent le moins de gêne possible pour l'usage des salles. Mais je ne peux pas faire davantage. Par

ailleurs, le sujet a même été débattu avec la population lors d'un Facebook Live et d'une réunion publique. »

Olivier MAZÉAS, conseiller municipal de l'opposition, *« Cela a été annoncé le 9, pour une fermeture le 11, sur le site internet. »*

Ronan LOAS, Maire, *« Non, ce n'est pas exact. Nous avons peut-être affiché le 9, mais la réalité est que tous les acteurs ont été informés préalablement, et que cela a été annoncé en conseil municipal. »*

Olivier MAZÉAS, conseiller municipal de l'opposition, *« Pas tous les acteurs. Ce n'est pas moi qui ai commencé à prendre mal les choses. Je suggérais simplement qu'il y ait une communication plus précoce. »*

Ronan LOAS, Maire, *« Bon, dans tous les cas, j'entends la rythmique. Nos utilisateurs seront très contents à la sortie de l'été. S'il vous plaît, M. MAZÉAS, pour la fête du sport — qui est le moment fort de l'actualité sportive —, je vous invite, ainsi que tout le monde, à venir rencontrer nos acteurs. Nous procéderons à l'inauguration de ce terrain synthétique. Et je crois que c'est là l'essentiel. La réalité, c'est qu'un énorme travail a été accompli. »*

Olivier MAZÉAS, conseiller municipal de l'opposition, *« Il y a des enfants qui avaient prévu d'utiliser les installations sportives pendant l'été et qui ne sont pas au courant. Et les familles également. »*

Ronan LOAS, Maire, *« Dans ce cas, je ne pourrai jamais faire de travaux. De toute façon, tout ce que nous ferons, je commence à comprendre la rythmique, ne conviendra pas pour telle ou telle raison. Je maintiens que, sur ce que nous faisons, les choses ont été bien faites. Nous sommes capables, nous, de réaliser de beaux investissements pour le sport. Sortir près de 8 000 € — je suis désolé — dans des considérations financières aussi difficiles que celles que vivent les collectivités, pour un espace de sport et de loisirs, alors que les budgets sportifs et culturels sont souvent les premiers à être réduits, vous auriez dû plutôt nous remercier que de chercher à pointer un petit défaut qui n'existe absolument pas. »*

Olivier MAZÉAS, conseiller municipal de l'opposition, *« J'avais une autre remarque à formuler. Une absence, plutôt, concernant ce compte rendu de délégation. Ce que j'ai vu sur le site internet — car je suis quand même un peu vigilant sur le site —, c'est qu'il y a eu un arrêté du Maire relatif à la suppression d'une sous-régie entre la librairie Sillage et Océanis. Étant donné que cela fait partie des délégations — c'est la délégation numéro 7 —, je m'interroge sur le fait que cela ne figure pas dans ce document. »*

Ronan LOAS, Maire, *« Je vais regarder cela. Je vais questionner les services. Nous avons eu des régies partagées avec la librairie Sillage, car nous faisons intervenir nos libraires indépendantes pour permettre à des auteurs de présenter leurs livres, et pour que la librairie Sillage puisse vendre notamment ses ouvrages à l'espace culturel Passe Ouest. Je vais examiner ces points. Merci. »*

Délibération adoptée à l'UNANIMITE

n°02

REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

Rapporteur : Ronan LOAS

Conformément à l'article L2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, le conseil municipal de chaque commune de plus de 1000 habitants établit son règlement intérieur dans les 6 mois qui suivent son installation. Le règlement intérieur du conseil municipal est le document qui fixe les règles de fonctionnement de l'assemblée délibérante.

Il précise les conditions dans lesquelles le conseil municipal se réunit, débat et vote les décisions relevant de la commune. Il garantit ainsi un cadre commun, connu de tous les élus, pour organiser les séances, assurer l'information des conseillers municipaux, sécuriser les délibérations et permettre l'expression démocratique de chacun.

Ce règlement constitue un outil de bonne organisation du conseil municipal. Il ne se substitue pas au Code général des collectivités territoriales, mais il en précise les modalités pratiques d'application au sein de la commune.

Le projet de règlement intérieur du conseil municipal de Ploemeur est organisé autour de quatre grands chapitres.

- L'organisation des réunions du conseil municipal : règles relatives à la périodicité des séances, aux convocations, à l'ordre du jour, à l'accès aux dossiers, aux questions orales et écrites, au débat d'orientations budgétaires, ainsi qu'au fonctionnement des commissions municipales et consultatives.

- Le déroulement des séances : règles applicables à la présidence du conseil municipal, aux pouvoirs, au quorum, au secrétariat de séance, à l'accès du public, à l'enregistrement des débats et à la police de l'assemblée.

- L'organisation des débats et des votes : déroulement des séances, prises de parole, suspensions de séance, modalités de vote, huis clos et établissement des procès-verbaux.

- Les droits et devoirs des conseillers municipaux : mise à disposition de locaux pour les élus minoritaires, droit d'expression dans les supports municipaux, assiduité aux séances et commissions, règles de déontologie applicables aux élus.

L'adoption de ce règlement intérieur permet ainsi de disposer d'un cadre lisible, actualisé et partagé pour le fonctionnement du conseil municipal, dans le respect des droits des élus, de la transparence des débats et de la sécurité juridique des décisions prises par l'assemblée.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2121-8 ;

Vu l'avis de la Commission 3 « Ressources et moyens généraux » en date du 11 juin 2026 ;

Vu le rapport présenté en séance du Conseil municipal ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** le règlement intérieur du Conseil municipal de Ploemeur présenté ci-dessus.

Ronan LOAS, Maire, ***« Nous allons passer au règlement intérieur du Conseil municipal, qui a peu évolué par rapport au mandat précédent. J'ai pu échanger sur certains points avec l'autre groupe, car nous étions en amont de l'écriture. J'ai donc pu évoquer certains éléments. Je ne vais pas vous en faire une lecture détaillée. En tout état de cause, il est nécessaire d'avoir un règlement intérieur. Ce document s'appuie sur les dispositions du Code général des collectivités territoriales et permet d'assurer à la fois la liberté d'expression, la gestion des instances, ainsi que l'organisation des questions orales et écrites dans des délais adaptés. Pour les questions écrites, un délai de réponse suffisant est prévu, ce qui permet, pour les dossiers plus structurants, d'avoir davantage de temps. Pour les questions orales, j'ai parfois seulement 48 heures pour obtenir les éléments de réponse auprès des services.***

Concernant la libre expression des groupes, cela fixe les moyens. Je fais d'ailleurs une erreur de langage, car en réalité, nous n'avons pas de groupes constitués. Toutefois, nous allons conserver cette formulation entre nous. Du point de vue du CGCT, cela n'est pas formalisé ici. Par exemple, pour le magazine municipal, nous ne délibérerons pas sur un nombre de caractères attribué selon un pourcentage de voix ou par élu autour de la table. La majorité prendra la moitié de l'espace, et je laisse les groupes de minorité et d'opposition se répartir l'autre moitié, dans les délais prévus.

La vraie nouveauté de ce règlement intérieur, absente du précédent règlement, concerne la présence des élus aux commissions et aux conseils municipaux. Pour l'instant, j'ai demandé de l'indiquer de manière mesurée. Nous nous sommes inspirés de ce que fait le Département du Morbihan. Cela permet de moduler les indemnités des élus qui seraient absents pour des raisons non justifiées. Naturellement, si vous êtes absent pour raison de santé, il est possible de donner un pouvoir. Je crois que, que l'on soit en majorité, en minorité, avec ou sans délégation, c'est un minimum de chercher à être présent au maximum lors de ces instances, commissions et conseils municipaux. Ce point n'apparaissait effectivement pas auparavant. Avez-vous des questions ou des remarques sur ce sujet ? Mme METAYER ? Mme GOADEC ? »

Lysiane METAYER, conseillère municipale de l'opposition, *« Merci. Le règlement intérieur est effectivement important, car il nous engage, y compris nous, groupes minoritaires, à travailler consciencieusement dans le cadre de ce mandat. Nous avions quelques propositions à vous soumettre dans le cadre de ce règlement, dans l'objectif d'améliorer notre travail.*

Je vais les aborder dans l'ordre. Je n'en ai pas tant que cela. Concernant l'article 3, où il est écrit : « il a la possibilité de retirer à titre exceptionnel - c'est-à-dire le Maire - un certain dossier de l'ordre du jour », nous proposons « le retrait d'un point de l'ordre du jour, motivé oralement par le Maire à l'ouverture de la séance. » C'est un point qui peut sembler de détail, mais il revêt toute son importance.

Pour l'article 5, il est prévu que la durée consacrée aux questions orales soit limitée à 30 minutes au total. Aucune disposition ne prévoit le sort des questions non traitées en cas de dépassement. Nous proposons donc que les questions orales déposées dans les délais et non traitées en raison du dépassement du temps imparti soient inscrites de droit à la séance suivante, en premier point des questions diverses, si cela est possible.

Concernant l'article 8, il s'agit des délais de convocation, sujet que j'ai déjà évoqué. Nous recevons tous les documents par voie électronique, avec un minimum de jours de délai. Comme je me suis exprimée en commission sur ce sujet, pour nous, groupe minoritaire, et particulièrement pour notre groupe, cela nous laisse peu de temps pour travailler. Or, il s'agit d'un travail important que nous souhaitons accomplir consciencieusement. Il nous faut donc davantage de temps. Même simplement pour examiner le compte financier, le règlement intérieur ou la quantité de dossiers transmis, la charge est énorme. Avec seulement cinq jours, c'est vraiment trop court.

L'article 8 soulève également la question de la confidentialité en commission. Les commissions ne sont pas publiques, et les débats qui n'ont fait l'objet d'aucune publicité extérieure ne peuvent être rapportés. Cela nous pose régulièrement problème dans notre travail. Si je prends les documents de l'ordre du jour pour le conseil municipal, comment puis-je travailler en amont avec des collaborateurs qui souhaitent m'aider, si je n'ai pas le droit de diffuser ces informations ? Or, sur des sujets aussi importants, il serait pertinent de pouvoir élargir un peu la concertation. Par exemple, nous avons reçu jeudi dernier plus de 800 pages pour la séance d'aujourd'hui. Comment voulez-vous mobiliser des personnes et travailler dans de bonnes conditions ? C'est aussi une question de démocratie.

Il ne me reste plus que deux points à aborder. Cela ira vite.

Le temps de parole est limité à 5 minutes. Ces limitations ne concernent pas le président des séances ni le rapporteur. Nous proposons que ces limitations ne s'appliquent pas non plus aux échanges conclusifs du président de séance. Le rapporteur bénéficie d'un temps de présentation de 15 minutes maximum.

Pour l'article 23, le scrutin public ou secret est prévu, le vote à main levée étant le mode ordinaire.

Dans certains cas, le vote à main levée peut poser problème. Il serait donc pertinent de permettre un scrutin public à la demande du quart des membres présents.

L'article 29 traite du droit de tirage d'opposition sur l'ordre du jour. Le règlement intérieur ne prévoit aucune disposition permettant aux conseillers n'appartenant pas à la majorité de faire inscrire un point à l'ordre du jour. Cela me rappelle peut-être mon ancien rôle, lorsque nous avions des niches parlementaires. Je trouverais intéressant que nous puissions, nous aussi, proposer certains points à l'ordre du jour.

Ainsi, les conseillers qui n'appartiennent pas à la majorité municipale pourraient, une fois par période calendaire, inscrire un point à l'ordre du jour.

Le dernier point qui nous tient particulièrement à cœur, et que nous répétons régulièrement, concerne les pièces justificatives manquantes pour certains votes engageant des dépenses. En effet, malgré le volume important de documents reçus, il nous manque parfois des éléments essentiels. Je le rappelle, j'ai du mal à voter une subvention lorsque je ne dispose pas d'un budget prévisionnel complet, car je ne sais pas exactement ce que j'approuve. Je peux faire confiance à certaines personnes, et je ne remets pas en cause la qualité du travail réalisé. Toutefois, pour nous, voter sur des dossiers sans disposer d'un document exhaustif et complet, qui permet de bien comprendre les enjeux, pose réellement question. Je vous remercie. »

Ronan LOAS, Maire, *« Je vais laisser la parole à Mme GOADEC et je ferai une réponse globale parce qu'il y a peut-être des points qui se recoupent. »*

Corinne GOADEC, conseillère municipale de l'opposition, *« Le Conseil municipal n'est pas une simple chambre d'enregistrement des décisions de l'exécutif. Il est le lieu de débat, de l'information des élus et, à travers eux, des habitants de Ploemeur. Or, fort a été de constater lors du mandat précédent que les occasions de débattre publiquement des dossiers de notre commune ont été bien rares. Cette rareté des conseils municipaux contribue à éloigner les citoyens de la vie municipale et à limiter les possibilités d'exercer pleinement leur mandat d'élu.*

Face à ce constat, nous avions formulé des propositions simples, pragmatiques et démocratiques. Nous vous avions demandé, M. le Maire, la mise en place d'un quart d'heure citoyen afin de permettre aux Ploemeuroises et Ploemeurois de poser directement leurs questions et d'exprimer leurs préoccupations devant leurs représentants. Nous vous avions également demandé la retransmission en direct des conseils municipaux, outil désormais largement répandu dans de nombreuses collectivités, permettant à chacun de suivre les débats sans contrainte de déplacement ou d'horaire. Ces deux demandes ont été refusées. Nous le regrettons, d'autant plus qu'elles ne remettaient en cause ni les prérogatives du Maire, ni le fonctionnement institutionnel de notre commune. Elles visaient simplement à renforcer la transparence et la participation citoyenne.

Nous entendons souvent parler de proximité, d'écoute et de démocratie locale, mais ces principes doivent se traduire par des actes. Permettre aux habitants de suivre les débats et de faire entendre leur voix est un signe de confiance envers les citoyens. Refuser ces dispositifs envoie malheureusement le signal inverse. Dans une période où beaucoup de Français expriment leur défiance à l'égard des institutions et de la politique, notre responsabilité collective devrait être d'ouvrir davantage des espaces de dialogue plutôt que de les restreindre.

C'est pourquoi nous renouvelons aujourd'hui notre demande. Parce que la démocratie locale ne s'affaiblit jamais de la transparence. Parce que les habitants de Ploemeur ont le droit de connaître les débats qui les concernent. Et parce que la participation citoyenne ne doit pas être un slogan, mais une réalité. Une démocratie locale moderne ne devrait pas craindre les questions de ses habitants, ni le regard de ses citoyens. La transparence n'est pas une menace pour l'action publique, elle en est la condition. Je vous remercie. »

Ronan LOAS, Maire, *« Merci pour ces interventions qui, sur le fond et la forme, sont somme toute assez différentes. L'une plutôt technique et l'autre bien plus de politique générale. Je pourrais faire aussi un peu de philosophie sur qu'est-ce que le fait démocratique, qui est déjà le premier champ, l'élection et la*

confiance qu'apporte l'électeur à une liste. L'autre élément, c'est la co-construction des différents programmes électoraux.

Moi, j'ai ouvert aussi la construction de notre programme électoral, dont un volet démocratie locale et participative, à la population. Certains sont venus, et je dis sans taquinerie aucune, d'autres équipes qui sont face à nous et ont participé à certaines tables. Tant mieux, ça enrichit le débat. De toute façon, il y a eu des tables dans lesquelles il y a eu des débats, et ce n'est même pas apparu lors des tables. Donc, il y a un moment, je suis un peu désolé, j'ai quand même tendance à écouter ceux qui viennent, ceux qui participent, et pas ceux qui seraient toujours dans cette espèce de ritournelle-là et restreindraient la démocratie à certaines marottes.

Sur la retransmission vidéo, j'ai dit que je l'étudiais. Et que si la décision était de ne pas le faire, je l'assumerais totalement, parce que mon objectif ce n'est pas de faire plaisir ou pas plaisir, c'est de faire ce en quoi je crois et ce pour quoi les Ploemeurois m'ont renouvelé un troisième mandat. Il faudrait un peu le dire, on ne va pas s'excuser au bout d'un moment d'avoir été très clairement en tête, avec un volant, dans lequel nous sommes la première équipe municipale à Ploemeur à avoir mis en place une charte de la démocratie locale. Je remercie Mme RODRIGUES qui l'avait portée dans le précédent mandat, avec un budget participatif qui fonctionne très bien, un conseil municipal des jeunes qui donne lieu à l'expression. On va travailler sur un conseil des aînés.

Excusez-moi, je ne pense pas être la personne qui fuit le plus le débat ici. J'ai plutôt tendance à aller assez vite au front et à m'exposer peut-être des fois un peu trop sur les différents points. Pour en revenir aux questions sur les différents articles, déjà, je tenais à vous remercier pour le travail d'analyse, parce que les documents sont souvent indigestes. Je ne sais même plus si on l'a voté en conseil communautaire, mais c'est toujours intéressant de pouvoir comparer entre différentes intercommunalités et collectivités. Parce que c'est sûr qu'on pourrait réinventer la poudre tout seul dans notre coin, mais la réalité, c'est qu'il y a des fonctionnements propres aux collectivités locales, et d'autres qui sont clairement encadrés.

On pourrait ne pas avoir de règlement intérieur, ça résoudrait les choses. Et d'ailleurs, vous seriez alors avec nettement moins de droits d'expression ou de capacité à poser les choses. Et ça serait surtout inconfortable pour les services, qui sont souvent aux manettes pour avoir les meilleurs éléments de réponse là-dessus.

On est sur un règlement intérieur où j'ai ciblé effectivement des sujets qui étaient des nouveautés, puisqu'on peut toujours débattre du temps de parole. La réalité, c'est que quand il y a des sujets, j'ai plutôt tendance à laisser le temps de s'exprimer, des fois peut-être un peu trop, surtout quand ils sont hors sujet. Mais je laisse encore, sur ce début de mandat, le filet un peu dérivé, et ensuite, on remettra un peu les choses en ordre.

Tout a été naturellement juridiquement bordé en termes de jurisprudence, mais aussi de comparaison avec d'autres communes, parce que c'est facile de se comparer sur ce que vous aimeriez, mais ce serait bien aussi de se comparer là où on est totalement comme les autres. À un moment, il faut être aussi cohérent dans ses prises de parole.

Pour répondre sur l'article 3, Mme METAYER, si j'essaie de les reprendre telles quelles : pour certaines, vous posez des questions qui ne sont pas propres à un règlement intérieur, mais au bon fonctionnement d'une instance et à la capacité du Maire à gérer les choses.

En réalité, dans le précédent mandat, j'ai pu avoir à déposer, disons en urgence, des délibérations qui n'avaient pas été étudiées, mais je rappelle qu'il faut faire voter le Conseil municipal pour les inscrire à l'ordre du jour quand elles n'étaient pas prévues. Et quand je les ai retirées — ou quand j'ai dû en retirer — ce qui, de mémoire, est peut-être arrivé une seule fois, encore que j'en doute, vu les délais — j'en ai informé le conseil. On reporte l'examen d'un bordereau parce qu'il n'est pas prêt. Et ça m'est déjà arrivé dans cette instance de dire qu'après les échanges, la délibération serait retravaillée et étudiée lors d'un prochain conseil municipal.

Donc, il faut différencier ce qui pourrait rigidifier le fonctionnement en l'inscrivant dans un règlement, de ce qui relève d'une liberté de gestion. Enfin, si j'avais appliqué strictement le règlement, Monsieur RIBAULT n'aurait pas pu poser sa question orale. Bon, après, tant qu'on est entre personnes de bonne intelligence, que les choses se posent et que les prises de parole restent liées à l'essence même d'un bordereau — parce qu'un bordereau, ce n'est pas l'occasion de partir hors sujet pour faire un débat de politique générale. On doit être tenu à l'essence du bordereau. Et je laisserai encore un peu filer pour qu'on reste vraiment à l'article des choses.

Donc, dans tous les cas, n'ayez pas de doute : ce qui est important, c'est d'avoir une forme de souplesse. Parce qu'on peut être en obligation d'inscrire une délibération qui, dans les délais impartis, n'était pas sur notre table au moment de l'examen en commission, mais à chaque fois, on a fait les informations nécessaires. On a surtout inscrit des cas qui nécessitaient, en termes d'urgence, un examen absolu par les conseillers municipaux.

Et lorsque ça se produit, je rappelle que le conseil municipal reste souverain. Si je dois inscrire un point, je le soumets au vote des conseillers municipaux. Et je vous répondrai, parce que ça fait aussi écho à une des questions que vous aviez posées.

Il n'y a pas de droit d'amendement — enfin, je sais, cela fait douze ans que je suis entre Département, l'agglomération et la ville, et je ne l'ai jamais vu apparaître — mais il y a des façons de nourrir le débat. Sur les questions orales, on a mis un temps identifié, ce qui correspond à peu près à la jurisprudence des collectivités. Pourquoi ? Parce qu'il ne faut pas que la question orale devienne une espèce d'anti-conseil dans lequel on surnourrit la fin, ce qui fait qu'un ordre du jour de fonctionnement soit complètement mangé, phagocyté par le reste.

J'ai pu voir, dans un passé plus ou moins récent, que les questions orales étaient parfois une forme d'apnée ou de rebond sur l'événementiel. Dans la réalité, je crois qu'on n'a débordé qu'une seule fois la durée d'examen des questions orales, et on l'avait reportée au prochain conseil municipal.

Et je rappelle que la règle, c'est qu'on inscrit les questions orales dans l'ordre d'arrivée, sauf si les personnes souhaitent échanger entre elles. Il me faut une forme de petit horodatage, mais il n'y a aucune vertu légale. En fonction de l'arrivée des questions orales, je priorise la première arrivée. Mais je reste maître de l'inscription. La seule règle, c'est qu'elles apparaissent à la fin du conseil municipal.

Cela paraît simple, mais on voit, dans toutes ces grandes démocraties qui sont en train de vaciller, que ces trois éléments sont en train de disparaître. Il y a de vrais populismes qui sont en train de se développer. Les élus sont poussés de côté. L'État de droit est mis de côté. Le citoyen est toujours supérieur parce que son émotion, son ressenti, sont jugés supérieurs aux techniciens, aux scientifiques ou à l'élu qui a travaillé pendant des années.

Je pense qu'à un moment, il faut qu'on travaille sur nos sujets, que l'élu soit là. Les citoyens, je pense qu'ils ont suffisamment d'amplitude pour poser des questions aux Maires.

Sur les délais des conseils municipaux et des instances, on vous l'a déjà expliqué. Moi, j'aimerais bien avoir un conseil municipal plus tôt au mois de septembre. Mais la réalité, c'est qu'en termes de préparation, on est presque à un mois et demi, quand vous voyez le bordereau, en termes de plan de charge, avant qu'ils arrivent en commission et en conseil municipal. Donc, ce que j'aurais tendance à dire, pour apporter un peu de souplesse et de vision, c'est que sur certains dossiers structurants — pour éviter, effectivement, que vous disiez un moment : « Je vais avoir le recul du trait de côte sur la table » — je vais prendre un petit temps qui sera juste un temps d'acculturation, mais pas pour dire « c'est bien », « ce n'est pas bien », « je n'ai pas eu l'information », etc. On va prendre le temps avec les services.

La réunion ce matin était très constructive. On a vraiment pris le temps avec tous mes agents, tous les chefs de service, sur l'espace naturel, sur les systèmes d'endiguement, sur les logiques de risque PPRL entre autres, sur la GMAPI, la partie PPI, et à terme, l'écriture d'un recul du trait de côte. Pays particulier, et à terme, l'écriture d'une reconfiguration de côte.

Je pense que pour répondre à ce type de questions, je prendrai le temps, et tant que tout le monde est constructif et intervient dans ce type de réunion, on gagnera du temps sur les futures commissions, parce que vous aurez déjà une meilleure connaissance des différents sujets.

On aura aussi le plan local d'urbanisme intercommunal qui va se poser sur la table. Je proposerai à l'élu en charge du sujet, M. BOUTRUCHE, de venir échanger avec les élus comme il était venu lors du plan local de l'habitat.

Si vous étiez au conseil communautaire, vous verriez qu'on peut parfois avoir un dossier de 2000 à 4000 pages. Il y a des examens de commission qui sont ô combien compliqués, même en majorité. Je travaille en amont, mais c'est-à-dire que pour tous les élus, majorité ou minorité, c'est bien plus lourd quand on est dans d'autres instances.

Au département, j'ai passé tous les schémas départementaux d'enseignement artistique et culturel et autres, ou les rénovations de collèges. Mais ce que je propose, c'est que par ces commissions générales-là, on permette de prendre de l'avance sur certains points qui, quand ils vont se poser, seront beaucoup plus simples en termes de communication.

Et sur la confidentialité des travaux, je vous ramène au Code général des collectivités territoriales, parce que je peux préciser certains points, mais je ne peux pas aller contre des éléments qui sont législatifs. Donc c'est sûr que c'est un peu bloquant. Après, vous avez une délibération, si vous voulez la montrer à des élus ou d'autres personnes avant, je ne suis pas là pour le contrôler. Mais vous ne pouvez pas faire une réunion publique en amont d'une commission ou débriefer une commission en public sur un point. Parce que là, le législateur, ce que j'avais dit aussi à la fin du dernier conseil, considère que cela aurait pour effet de détériorer le travail d'une commission et donc le travail ensuite de délibération. Parce qu'on examine en commission et ensuite on vote effectivement les points.

Sur l'accès aux documents, on va essayer de faire le maximum aussi possible. Au Département, on a fait évoluer les dispositifs aussi, mais je vous avais évoqué avec vous certains points. C'est-à-dire que tout ce qui fait office d'un conventionnement, et il y en a de plus en plus qui vont passer au niveau de la ville, je regarde M. SCIEUX principalement parce qu'il est en charge des associations et de l'événementiel associatif. Sur le sport, on est principalement sur la convention de l'Amicale Laïque, mais on peut avoir des gros clubs sportifs. Et on a trois ou quatre clubs particulièrement qui vont faire l'objet de conventionnements. En fait, c'est une logique de convention d'objectifs et de moyens. La ville met cela à disposition de manière pécuniaire. On oublie souvent la mise à disposition d'un terrain, le temps de

travail d'un agent, tout travail administratif, qui sont aussi des éléments à valoriser. Et donc, on va faire passer le maximum aussi là-dessus.

Pour le Département, vous voyez, j'ai fait passer tous mes dispositifs d'enseignement artistique et culturel à l'échelle d'un Département. Donc tous ceux qui étaient sous les seuils sont passés. Donc la commission a permis d'étudier en amont et de reposer quelques questions. Et vous aviez toutes les conventions, je pense au Festival de films pêcheurs du monde. Parce qu'il y a des engagements qui ne sont pas que du montant de la subvention. C'est que si on prend le montant de la subvention qui est sous les seuils et qu'on y ajoute la mise en exposition de matériel, de temps administratif, etc., toutes ces choses-là passent. Je pourrais vous montrer comment fonctionne le département pour la libre information et la bonne information des conseillers et tout là-dessus. La transparence est toujours assurée par le regard de l'Office Municipal des Sports.

Sur les votes, en fait, on met à partir de ces délibérations le vote à titre ordinaire, parce qu'autrement, il faudrait qu'avant chaque vote, on rappelle les règles comme on va le faire encore là. C'est-à-dire qu'à chaque vote, on sera obligé de délibérer si on fait le vote à main levée ou non. Et le vrai risque, c'est à un moment de l'oublier et d'avoir un bordereau qui saute pour une erreur de forme et pas de fond. On a dans quelques cas précis fait des votes à bulletin secret. Je ne suis pas sûr dans le dernier mandat. Pourquoi ? Parce que moi, je reste persuadé qu'il faut quand même que nos citoyens sachent ce qu'on a voté et pourquoi. Parce que le vote à bulletin secret, c'est souvent quand on commence à être un peu mal à l'aise sur des points. J'ai un exemple sur ce qui s'est passé sur une commune voisine sur l'étang du Loch. Je pense qu'il y avait un gros débat au sein de la majorité. Ils ont mis une forme de liberté de vote par le vote à bulletin secret sur ces éléments-là. Après, le schéma n'a pas posé de questions dans le mandat précédent. Et si le quorum est atteint pour un vote à bulletin secret, le vote à bulletin secret s'applique sur ces éléments-là.

Donc moi, je ne vois pas foncièrement de contre-indication à vos remarques, parce qu'on est, comme je disais, davantage dans un sujet de forme que d'écriture du fond du règlement intérieur, parce que tout ce que je vous dis là, c'est des choses qu'on fait déjà. De réinscrire une question orale, quand on passe effectivement des points de délibération en conseil municipal, c'est des choses qui sont déjà dans nos usages. Parce que si on le réécrit, au bout d'un moment, on tombe sur vraiment beaucoup, beaucoup de logistique et de points un peu fermés là-dessus. Mais dans tous les cas, les questions orales ont à chaque fois été intégralement étudiées pour reprendre votre point.

Et je rappelle que la question orale, ce n'est pas un after-conseil municipal, c'est surtout les points sur lesquels on fait un point d'information. Je rappelle que la majorité est aussi apte à poser des questions orales. Nous, on a pu le faire quand parfois on justifiait qu'un point nécessite une explication de texte. Ce n'est pas d'ailleurs un droit réservé qu'à l'opposition. Chaque élu municipal, de quelque liste que ce soit, a les mêmes droits en termes de prise de parole. Ce n'est pas 30 minutes pour l'opposition, c'est 30 minutes par conseiller. D'ailleurs, c'est aussi un élément à préciser. Parce qu'on aurait une logique par groupe, votre temps de parole serait réduit au groupe. Par exemple, à la région Bretagne, le groupe a par orateur un temps décidé. Pour nous, chaque élu a une liberté de parole. Si vous êtes cinq, chaque personne a le droit autant de fois de prendre la parole, et nous aussi. Parce qu'une fois, j'avais vu un certain nombre de mes élus qui avaient pris la parole, ça semblait choquer les uns et les autres, mais mes élus ont aussi le droit de faire des interventions libres.

J'espère avoir répondu à vos questions. Je vous propose de passer au vote du règlement intérieur. Est-ce qu'il y a des oppositions ? Je vois quatre oppositions. Alors pour les pouvoirs, n'hésitez pas à lever la main. Est-ce qu'il y a des abstentions ? Je vois deux abstentions. Donc le règlement intérieur est voté.

On va aller ensuite sur le compte financier unique. Le compte financier unique, ce n'est pas un débat d'orientation budgétaire. Déjà, il faut préciser les règles de ce qu'est un compte financier unique. On n'est plus au compte administratif. On est davantage en train de chercher le quitus. Avant, on avait le compte administratif qui était arrêté par nos services et le compte de gestion qui est arrêté par le trésorier payeur. Et le premier travail d'un conseiller municipal, c'était quand même de comparer que les deux étaient convergents. On est sur un début de mandat, ce qui fait que vous allez donner quitus à un arrêté de compte sur lequel vous n'aviez pas débattu du budget. Parce que le deuxième travail d'un élu, c'est de regarder si entre ce qu'on vote, le budget, et le compte financier unique, c'est cohérent. Et je ne vais pas m'excuser de faire ce pour quoi j'ai été élu et ce pour quoi le budget a été voté par les conseillers municipaux. Voilà pour fixer tout cela. Je propose que Mme MARTEVILLE intervienne sur la présentation. Je sais que vous y avez passé un peu de temps en commission. Je te propose de présenter tous les comptes financiers uniques. »

Délibération adoptée à la MAJORITE – 4 CONTRE (Jack MAIGNAN, Corinne GOADEC, Olivier MAZÉAS, Maïté BRISELET) – 2 ABSTENTIONS (Lysiane METAYER, Erwan RIBAULT)

n°03

COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025 – BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE

Rapporteur : Liliane MARTEVILLE

Le Compte Financier Unique (CFU) qui remplace à la fois le compte administratif (CA) et le compte de gestion (CG), regroupe les données budgétaires et comptables, incluant une vision patrimoniale (biens, créances, dettes) de l'année. Il détermine les résultats de l'exécution comptable et constate les restes à réaliser. Il compare, à cette fin, les prévisions ou autorisations de crédits aux réalisations en dépenses et en recettes.

Ainsi, par le biais du CFU du budget principal mais aussi des CFU correspondant aux différents budgets annexes, l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées.

Le CFU est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, au Conseil Municipal qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année suivant la clôture de l'exercice.

Le CFU 2025 est présenté dans les documents annexés suivants :

- Le rapport de présentation du CFU du budget principal et des budgets annexes (Annexe 1)
- La maquette budgétaire réglementaire (Annexe 2)

Les résultats de l'exercice 2025 du budget principal s'établissent ainsi :

Libéllés	Prévisions	Réalisations	Restes à réaliser	Résultats
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	25 045 000,00 €	21 892 247,82 €		
Recettes	25 045 000,00 €	25 275 027,36 €		
Résultat de clôture (A)		3 382 779,54 €		
Résultat reporté (B)		0,00 €		
RF - Résultat de fonctionnement (A+B)		**3 382 779,54 €**		**3 382 779,54 €**
INVESTISSEMENT				
Dépenses	11 206 833,07 €	8 708 256,19 €	1 963 379,75	
Recettes	11 206 833,07 €	6 350 226,39 €	0,00	
Résultat de clôture (C)		-2 358 029,80 €	-1 963 379,75	
Résultat reporté (D)		891 650,08 €		
RI - Résultat d'investissement (C+D)		**-1 466 379,72 €**		
Résultat net d'investissement (avec reports)				**-3 429 759,47 €**
Résultat global de clôture (RF + RI)		**1 916 399,82 €**		
Résultat net global (avec reports)				**-46 979,93 €**

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Considérant les éléments susvisés ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-12 du code général qui dispose que le vote de l'organe délibérant arrêtant les comptes doit intervenir au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2222-3 ;

Vu l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 généralisant le Compte Financier Unique (CFU) au plus tard sur l'exercice 2026 ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 4 Février 2025 approuvant le budget primitif de l'exercice 2025 ;

Vu les délibérations du conseil municipal en date 27 Mai 2025, 30 Septembre 2025 et du 2 Décembre approuvant le budget supplémentaire et les décisions modificatives n°1 et 2 relatives à cet exercice ;

Vu l'avis de la Commission « Ressources et moyens généraux » en date du 11 Juin 2026 ;

M. le Maire ayant quitté la séance ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré :

- **DECIDE à l'unanimité** de ne pas procéder au scrutin secret pour cette élection ;
- **DESIGNE Mme Armelle GEGOUSSE** présidente de séance ;
- **DONNE ACTE** de la présentation faite du compte financier unique du budget principal de la ville de Ploemeur ;
- **CONSTATE** les identités de valeurs avec les indications de la Trésorerie relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux débits et crédits portés aux différents comptes ;
- **ARRETE** les résultats suivants du compte financier unique 2025 et les restes à réaliser et à recouvrer de la section d'investissement conformément au tableau ci-dessus ;
- **DONNE** pouvoir au Maire pour prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Ronan LOAS étant sorti de la salle à 18h18.
Armelle GEGOUSSE étant désignée présidente de séance.

Le présent procès-verbal reprend dans le point n°3 l'ensemble des échanges concernant les 3 bordereaux relatifs au Compte Financier Unique 2025. Les échanges concernant les votes sont inscrits dans chaque bordereau.

Liliane MARTEVILLE, adjointe au Maire, ***« Merci, Mr le Maire. L'exercice 2025 confirme la solidité financière de la collectivité. Grâce à une gestion rigoureuse des dépenses et à une progression des recettes, l'excédent de fonctionnement atteint 3,38 millions €, en hausse de 24 % par rapport à 2024. Ces résultats permettent de financer un programme d'investissement ambitieux tout en préservant les équilibres budgétaires. Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 25,17 millions €. Cette évolution est portée par la progression de la fiscalité directe, la majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, l'actualisation des bases fiscales, le dynamisme du marché immobilier avec les droits de mutation à titre onéreux, ainsi que quelques hausses des recettes des services à la population. La dotation globale de fonctionnement progresse également légèrement.***

Dans un contexte inflationniste, les dépenses réelles de fonctionnement sont maîtrisées et diminuent de 0,5 %. Cette évolution résulte notamment des économies d'énergie réalisées grâce au plan de sobriété énergétique, de la stabilité de la masse salariale et de la réduction de la subvention d'équilibre au CCAS, ainsi que de la poursuite des actions de maîtrise des coûts au sein de la résidence Curie. Les investissements réalisés atteignent 6,66 millions €, soit une hausse de 43 % par rapport à 2024. Ils sont consacrés à la transition écologique, à l'amélioration des équipements publics et des services à la population, ainsi qu'aux opérations d'aménagement du territoire. Le taux de réalisation s'établit à 73,6 %. Les crédits non consommés correspondent principalement à des opérations qui se poursuivent en 2026.

La situation d'endettement demeure très saine. L'encours de dette s'élève à 15,35 millions € au 31 décembre 2025, soit 787 € par habitant. La capacité de désendettement est ramenée à 3,8 années contre 4,4 en 2024. Un emprunt de 1,85 million € a été mobilisé en 2025 pour financer 28 % des investissements réalisés. L'ensemble de la dette est classé A1 selon la charte Gissler, et la ligne de trésorerie de 3 millions € n'a pas été utilisée. La commune aborde ainsi 2026 dans une situation financière particulièrement favorable, caractérisée par un niveau élevé d'autofinancement, un endettement maîtrisé et des capacités d'investissement préservées. Cette dynamique confirme la solidité de sa trajectoire financière et sa capacité à poursuivre ses projets au service du territoire et de ses habitants.

Il y avait également, dans ce compte financier unique, quelques lignes concernant le compte financier du budget de la cuisine centrale et de la ZAC Centre-Bourg, qui sont en rapport.

Quelques mots sur le nombre de repas produits par la cuisine centrale : environs 494 000 repas produits avec un coût moyen de 4,51 € par repas. La collectivité poursuit sa politique d'achat responsable, avec 36 % de produits durables, 18 % de produits biologiques et 96 % d'approvisionnement réalisé localement dans un rayon inférieur à 150 km. Les dépenses s'élèvent à 2,19 millions € et nécessitent une subvention du budget principal de 305 000 €.

Le budget annexe de la ZAC Centre-Bourg engage sa base de lancement avec 174 857 euros de dépenses d'études et de pilotage. C'est une présentation simplifiée du rapport CFU.

Tout de suite après, je vous présente les résultats de ces comptes financiers uniques.

Pour l'exercice 2025, les résultats du budget principal de la ville font apparaître un résultat net de fonctionnement de 3 382 779,54 €. Un résultat net d'investissement de moins 3 429 759,47 €. Soit un résultat net global de 46 979,63 €. Il vous est bien sûr demandé de prendre acte de ce compte financier unique et de donner au Maire le pouvoir pour accomplir les mesures nécessaires à l'approbation de cette présente délibération.

Je fais la même chose pour la ZAC du Centre-Bourg. Le résultat net de fonctionnement s'établit à plus 387 763,99 €. Le résultat net d'investissement de moins 558 039,69 €, soit un résultat net global de moins 170 275,70 €. Il vous est demandé bien sûr de prendre acte de la présente. M. le Maire prendra bien sûr les mesures nécessaires à la présente délibération.

Dernière délibération relative à la cuisine centrale : le résultat net de fonctionnement est de 6 414,04 €, un résultat net d'investissement de plus 4 860,15 €, et un résultat net global de plus 11 274,19 €.»

Ronan LOAS, Maire, *« Nous allons prendre des interventions sur le compte administratif. À moins qu'il n'y en ait aucune. M. MAZÉAS. Mme METAYER. »*

Olivier MAZÉAS, conseiller municipal de l'opposition, *« J'avais une petite question d'ordre général. Comme vous l'avez dit au tout début, nous n'étions pas présents les années précédentes en tant qu'élus. Il est donc un peu difficile pour nous d'évaluer la globalité de la situation. Il y a toutefois pas mal de choses qui sont expliquées dans cette présentation résumée du compte financier unique. Il y a un point qui n'est pas vraiment abordé : le résultat net global est négatif, ou alors je l'ai manqué. Je souhaitais donc savoir ce qui pouvait expliquer globalement que le résultat net global soit négatif, ainsi que les éléments saillants, car évidemment, cela résulte d'une conjonction de facteurs. Vous comprenez ce que je veux dire ? »*

Ronan LOAS, Maire, *« Oui, j'expliquerai. C'est la chaîne d'investissement et de fonctionnement qui l'explique, mais c'est souvent l'excédent de clôture brute qu'il faut regarder. Bon, je vais faire une réponse globale sur les ratios de la collectivité. Je vais maintenant prendre les questions ou remarques de Mme METAYER. »*

Lysiane METAYER, conseillère municipale de l'opposition, *« Oui, je voulais évoquer effectivement l'amélioration de la situation à la ville de Ploemeur. Une question que j'avais posée en commission concernait la cause de cette amélioration : est-ce dû à la diminution des dépenses ou à l'augmentation des recettes ? Ce que je relève, c'est la pression fiscale sur certains Ploemeurois en matière de taxes foncières. Bien que la taxe foncière n'ait pas été augmentée mécaniquement, elle l'est tout de même en raison de la révision de la valeur locative cadastrale, ce qui conduit à un taux assez élevé pour la commune, comparé au taux national.*

Le deuxième point concerne la décision prise de taxer les résidences secondaires à hauteur de 60 % au niveau de la ville de Ploemeur. Certes, le législateur a permis cet outil au niveau national, entre 5 % et 60 %. C'est une position du législateur. La ville de Ploemeur a fait un choix : le choix maximal de taxer à 60 %. Et pourquoi j'évoque ce point ? Parce qu'il est vrai qu'il n'y a que 15 % environ de résidents secondaires, mais beaucoup ne sont pas vraiment des résidents secondaires au sens strict. Il s'agit aussi de résidences familiales, de personnes qui gardent des maisons pour leurs enfants, etc. C'est vrai que c'est une ressource pour la commune, mais cette pression est quand même énorme pour certaines familles, que ce soit en matière de pression foncière sur la taxe foncière ou sur la partie résidence secondaire. Merci. »

Ronan LOAS, Maire, *« Très bien. On a deux interventions. Une un peu plus technique sur la compréhension des schémas des collectivités. Parce que quand on arrive et qu'on connaît mieux le privé, où l'on a un résultat qui est un résultat, où l'on garde les fonds propres, il peut y avoir les lignes classiques. C'est vrai qu'il faut un peu s'habituer au fonctionnement.*

Il y a deux ou trois critères à regarder pour évaluer la santé financière d'une collectivité. Le premier, c'est de regarder vos excédents. Vous regardez le delta. Et contrairement à l'État, nous sommes soumis à la règle d'or. Donc on n'a pas le droit d'avoir un budget de fonctionnement en déficit. Et c'est pour cela que certaines collectivités, lors des coups durs de la crise Covid et de la crise énergétique, avaient augmenté leur taux de taxe foncière.

Nous, on n'a jamais augmenté notre taux de taxe foncière depuis 2014. Et ça a pu faire l'objet de débats dans le précédent mandat. On nous l'a reproché, je tiens aussi à le dire : la vérité de l'un n'est pas toujours celle de l'autre, en fonction de ses orientations politiques. Mais on a plutôt préservé le contribuable. Vous voyez, quand on regarde juste les chiffres en première page, que notre excédent de fonctionnement qui était à 2,7 millions € en 2024 est passé à 3,382 millions €. Il faut quand même un peu rentrer dans le détail pour comprendre ce qui se passe. En réalité, si vous analysez les comptes de ce mandat-ci, il faudrait presque regarder ceux du mandat précédent entre 2014 et 2020. La moyenne, c'est que nos charges à caractère général avaient diminué d'à peu près 1 % par an. En gros, par rapport à 2014, nos charges générales étaient globalement en diminution: plus d'efficience, meilleure politique d'achat, etc.La crise Covid et surtout la crise provoquée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont eu un effet inflationniste important dans nos achats. Et vous avez une entreprise, vous verrez exactement la même chose. Mais pour l'énergie, où on n'a pas été protégé, il y a eu plein de débats sur l'éclairage. La réalité, c'est que Ploemeur payait 450 000 € par an en 2020 de charges d'énergie. Sans mesure de sobriété, sans investissement sur la transition énergétique, nous serions montés à 2,5 millions €. Mais au plus haut, nous sommes montés à 1,2 million €.

Vous le retrouvez dans nos charges de fonctionnement, ce montant-là. Et nous sommes maintenant dans une phase de décroissance là-dessus, avec quand même des coûts de prestations qui ont tendance à fortement augmenter sur le mandat.

Une autre particularité, ce qui peut aussi donner un peu de compréhension, c'est qu'avant, les collectivités locales connaissaient leurs dépenses, parce que vous projetiez comment vous alliez augmenter vos services publics, vos embauches, et vous étiez capable assez vite de projeter vos charges de fonctionnement, même sur 5 ou 6 ans. C'était assez linéaire. Et c'était juste les changements de périmètre qui changeaient les choses. Une bonne part des recettes, c'était la DGF (Dotation Globale de Fonctionnement), qu'on a perdue sous M. HOLLANDE. On a à peu près 1 million € pour Ploemeur par an. Donc sur le mandat 2014-2020, on a perdu à peu près 6 millions €. Et si on regarde notre investissement, qui est à peu près de 6,5 millions € par an, en un mandat, on a perdu un an d'investissement sur 6 par les choix d'un gouvernement qui était celui du président M. HOLLANDE. L'élection de M. MACRON a stoppé la fin de la diminution de la DGF. On a été stabilisé, mais sur un chiffre qui est un million de moins que ce qu'on avait avant. Et la légère action, c'est l'augmentation de la population : 17 700 habitants en 2013/2014 et à peu près 19 000 maintenant. Donc il y a un effet mécanique léger parce que le montant est plus faible sur la DGF. Si vous regardez le graphique page 5, si vous compariez ces montants-là avec 2014, la moitié des recettes, c'était des aides de l'État.

La question de la pression fiscale peut se poser. On peut dire effectivement pression fiscale. D'ailleurs, dans le rapport de la Cour Régionale des Comptes, on ne doit pas toucher au taux d'imposition, je parle de la taxe foncière, parce que celle-là est non discriminante : que vous soyez riche ou pauvre, vous la payez. D'où le fait que j'avais à l'époque dans cette instance aussi, et avec ma place de membre au CODIR de l'AMF, fortement critiqué la fin de la taxe d'habitation, qui a été une sombre bêtise, parce qu'elle a déconnecté le contribuable non propriétaire du coût du service public. On était certes compensés, mais au bout de 10 ans avec de l'inflation, vous avez plutôt perdu de l'argent que vous en avez gagné. Et surtout, vous avez perdu une part de l'indépendance des collectivités qui est l'effet de levier.

L'autre élément en termes de recettes, ce sont les droits de mutation. Il y a un effet valeur, un effet volume. Si vous ous regardez le nombre de biens immobiliers et le coût moyen des biens immobiliers. En 2014, on touchait à peu près 350 000 €. Vous voyez qu'on est plutôt vers les 1 million €. Donc c'est ce que, de manière un peu brute, on appelle les frais de notaire. Donc ça, ça fait nos points. Et comme je vous dis, avant, c'était à peu près stable. On savait que si on augmentait le taux ou si on construisait des maisons, voilà, qu'augmentaient nos recettes. Je suis allé un peu loin, mais pour que vous compreniez, le seul aléa, c'était les droits de mutation, parce que si plus personne ne vend des biens immobiliers, il n'y a plus de droits de mutation. Là, les mairies n'y peuvent pas grand-chose, et on a tous bénéficié de cet apport. Mais il faut quand même se dire qu'à un moment, s'il y a un retournement de l'immobilier, c'est une ligne à regarder, parce qu'on pourrait la perdre. Elle a tendance à se maintenir malgré tout ce qu'on dit depuis quelques années là-dessus. Là, on a à la fois un impact dans lequel le législateur nous a mis un peu en difficulté, nous, collectivités.

La taxe d'aménagement était avant perçue directement par les collectivités locales. Quand vous déposiez un permis de construire, à l'achèvement des travaux, vous aviez ce petit papier qui repartait, dans lequel les communes percevaient la taxe d'aménagement. Il y a aussi une part départementale, mais c'est le même schéma. J'aurai le même discours au département vendredi sur la part de taxe d'aménagement. Il a été décidé que désormais c'est la DGFIP qui va traiter ça. Avec la taxe d'aménagement, on pouvait toucher entre 500 000 et 600 000 € par an en moyenne. On a pu avoir beaucoup plus. Quand IMERYS faisait un projet d'industrie ou que la Clinique du Terre faisait une grosse extension, cela représentait un apport important, ou encore des projets immobiliers. Vous avez pu lire

dans le budget supplémentaire, ce qui est une traduction de la volatilité des recettes, que là où on savait qu'on percevait entre 500 000 et 600 000 € par an en moyenne — je prends des ordres de grandeur car il peut y avoir des sous-postes —, on en perçoit désormais 150 000 €. Donc on a maintenant des manques à gagner de près de 400 000 euros, sur lesquels les collectivités locales n'ont plus de visibilité. En plus des montants qui ne sont pas perçus de l'année précédente et de cette année, où je n'ai plus de visibilité. Donc dans mes projections financières, je n'ai même plus inscrit de taxes d'aménagement. On l'inscrira en budget supplémentaire en termes de recettes presque exceptionnelles, parce que l'État ne rembourse plus. L'État se fournit complètement en trésorerie sur ce sujet-là.

Si j'étais taquin, je dirais que la taxe sur les résidences secondaires, quand vous étiez parlementaire Mme METAYER, vous nous aviez écrit, à nous Maires, pour nous dire qu'il fallait la mettre en place, avec tous les arguments en faveur de cette mesure. Et vos réseaux sociaux étaient assez parlants là-dessus. Et j'avais ce courrier des parlementaires. Et je rajoute un point, parce qu'il y avait cette capacité de surclassement. Ploemeur et Larmor-Plage n'étaient pas dedans. Vous avez délibéré à l'Assemblée nationale ce qui inscrit Ploemeur dans le secteur « zone tendue ». Parce qu'on n'était pas en zone tendue, mais Ploemeur le devient après cette fameuse loi. C'est un fait du législateur, et vous avez été législateur là-dessus. Ainsi, Ploemeur bascule en secteur « zone tendue », comme Larmor-Plage et d'autres villes. Je termine mes propos. À un moment, on ne peut pas se plaindre des effets des causes qu'on a soi-même créées sur ces éléments-là. Donc premier effet, celui-là.

On la met en place par un groupe de travail dans lequel des élus de différents groupes, et j'avais aussi des sensibilités différentes dans mon conseil municipal, je tiens à le dire, ce n'est pas homogène. Nous étions arrivés homogènes quand nous sommes entrés en fonction, mais il y a eu des débats aussi en amont. On crée un groupe de travail dans lequel on invite différentes instances. Un seul a râlé, mais il n'a jamais participé à la moindre commission : M. TONNERRE, qui était sur votre liste, avec des colistiers qui ont monté une association anti-taxe résidence secondaire, dans laquelle aucun des membres n'a une résidence secondaire. Quelques-unes de vos colistières, qui étaient auparavant colistières de M. TONNERRE, ont fait quelques articles de presse.

L'autre élément, vous soulignez l'augmentation de la taxe foncière. Mais vous êtes responsable, car vous l'avez votée dans le projet de loi de finances, parce que l'augmentation des bases foncières est un point décidé par les députés au Parlement. Et nous, on découle directement des choix faits par les députés. À moins que vous ayez voté l'article 49-3, ce qui aurait démontré une nouvelle volonté d'aller voter le budget. Mais je pense que vous étiez plutôt fidèle au choix du gouvernement à l'époque. »

Lysiane METAYER, conseillère municipale de l'opposition, *« Quand je reviens sur la taxe foncière, c'est aussi pour dire que vous pouvez la diminuer, puisqu'elle est mécaniquement augmentée par la révision de la valeur locative cadastrale. C'était également une possibilité. Et deuxièmement, j'ai effectivement voté cette taxe qui vous permet d'aller de 5 à 60 % de taxation. Mais la circonscription, comme vous le savez, Groix, c'est 50 % de résidents secondaires. Il y a des zones qui sont plus conformes, en réalité, à l'application du taux maximal de 60 %. Il y a d'autres secteurs comme Ploemeur, qui compte 15 % de résidences secondaires. Vous auriez pu l'appliquer, mais pas au plafond. Et vous avez fait le choix, c'est le choix souverain du conseil municipal, de l'appliquer à 60 %. C'est cela, en fait, que je veux dire. Mais je ne reviens pas du tout sur cette déconnexion entre la taxe foncière et la taxe d'habitation pour les zones qui doivent en bénéficier. »*

Ronan LOAS, Maire, *« J'ai fait une petite virgule pour dire que vous étiez associé lors des élections avec des gens qui ont très durement attaqué cette taxe-là, qui avaient même monté une association anti-taxe. Et je vous invite à lire leurs écrits dans la presse ou ceux de M. TONNERRE en conseil municipal*

pour ceux qui assistaient à l'époque. Parce que moi, il y a aussi une forme de cohérence dans les équipes et des personnes qu'on choisit. Vous avez pris la droite de la droite du conseil municipal précédent. On a mis fin à 40 ans de M. TONNERRE au conseil municipal. Premier élément.

Nous, on a laissé un groupe de travail souverain, dans lequel je n'ai pas siégé, pour décider si on la mettait en place et le taux. Ça a été effectivement mis en place. Produire de la mixité sociale, ça coûte de la préemption. On achète quand même. C'est ce que j'explique aux gens, parce que souvent les gens sont contradictoires. Les premiers à se plaindre que leurs enfants ne se logent pas sont parfois ceux qui disent : « Oui, mais moi, ma maison, c'est une maison de famille ».

La réalité, c'est qu'on réaffecte, en comptabilité publique. Ça ne peut pas marcher comme ça, parce qu'en réalité, tout est toujours fongible en termes de recettes et ensuite en termes de dépenses. C'est des règles propres aux finances publiques, mais dans lesquelles on affecte en particulier ces recettes supplémentaires à notre politique liée à la mixité sociale. D'où l'accélération de Ploemeur sur le bail réel solidaire. La première commune du Morbihan qui met en place le bail réel solidaire, c'est Ploemeur. Je le dis devant le vice-président de l'OFS : on aura sorti à peu près 100 ou 120 logements en BRS. Donc on a une ville qui aura presque le plus produit. Et c'est grâce à ça.

Je veux bien diminuer l'impôt. Mais si on remet juste effectivement le volume de recettes, vous voyez, la taxe sur la résidence secondaire, c'est 450 000 €. On s'est pris un tel choc sur notre niveau de dépense que si vous regardiez notre chaîne en termes d'excédent, dans la variation globale de culture, ce qui peut permettre aussi de répondre à un bout de la réponse, mais c'est très mécanique. C'est un peu comme des vases communicants qui se versent les uns dans les autres. Il vaut mieux regarder la première des lignes, qui est le premier élément de santé financière. Il y a un moment, on a dû être au plus haut, à un étiage entre notre excédent de fonctionnement et notre recette de fonctionnement, nos dépenses et nos recettes, à peu près 500 ou 550 000 €. Si je diminuais mécaniquement tout ça, la ville de Ploemeur serait très vite obligée d'aller réaugmenter les impôts. Parce que de l'autre côté, les législateurs, qu'est-ce qu'ils ont fait ? Ils nous basculent la CNRACL (Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales) : 1,2 million d'euros pour les collectivités. Si vous étiez employeur privé, c'est à peu près 12 points de cotisation en plus pour les retraites de vos salariés. Pour nous à Ploemeur, 1 point, c'est 100 000 €. Donc je veux bien dire ça, mais de l'autre côté, je me prends 1,2 million € de dépenses supplémentaires.

On se prend la taxe d'aménagement qu'on a perdue. Vous parlez en termes de mécanique comptable, mais pour délibérer d'un taux, il faut avoir délibéré avant le 1er octobre, donc avant notre vote de budget, pour l'année fiscale de référence, c'est l'année suivante, sur des bases fiscales que je ne connais pas puisqu'elles sont délibérées par le projet de loi de finances, si le département fonctionnait bien en novembre-décembre. C'est-à-dire que ce que vous proposez est pour une collectivité locale quasi impossible. Le projet de loi de finances est voté en novembre-décembre si tout va bien. Le premier jet de projet de loi de finances arrive au mieux en septembre. Nos maquettes financières d'orientation budgétaire seront au mois de décembre. Je ne peux donc pas faire ce que vous proposez. C'est juste mécanique, c'est même pas dire qu'on ne veut pas. À moins de présager des choses dans deux ans pour aller voter des taux. Contenu à moins de présager d'un truc dans deux ans pour aller voter des taux. Voilà ce que je tenais vraiment à vous dire là-dessus.

Et concrètement, quand vous voyez notre taux de réalisation, ça nous permet de faire quoi ? Ça nous permet de faire un investissement massif pour la collectivité. On porte 6,5 millions €, soit le même

montant moyen que ce que portait mon prédécesseur, avec des recettes qui étaient bien plus importantes et des charges qui, elles, étaient nettement moins.

Cela nous a aussi permis d'accélérer en termes de transition énergétique. Je sais que Mme GEGOUSSE suit ce sujet sur les bâtiments, entre autres, et l'objectif est de sortir plus vite que les autres de la crise énergétique avec l'isolation de tous nos bâtiments scolaires. Un schéma photovoltaïque à plus d'un million d'euros, dans lequel on doit être à 38 % d'énergie photovoltaïque sur nos mixes énergétiques. Ça nous a permis de faire ça. C'est aussi des services publics. Et on va avoir des dépenses énormes en termes de vieillissement de la population. Donc on ne peut pas dire d'un côté : on va jouer au niveau de l'os, alors que les collectivités sont déjà au niveau de l'os, en n'investissant plus, alors qu'on a des enjeux énormes pour nos territoires en termes de verdissement d'espaces, en termes de résilience à la fois au choc énergétique, mais aussi au choc de chaleur ou de tempête. Je l'entends, mais ça doit dépasser la promesse électorale pour qu'à un moment, on arrive dans la concrétisation. Parce que si c'était aussi simple, citez-moi un conseil municipal de Bretagne — je prends juste la Bretagne — qui fait ce que vous avez proposé. Parce qu'on ne peut pas avoir raison tout seul à un moment. »

Lysiane METAYER, conseillère municipale de l'opposition, *« Je voulais ajouter que toutes les communes, et ça, vous le savez aussi, ne sont pas passées à cette augmentation de 60 %. Donc je reviens, en fait, si on compare : il y a un certain nombre de communes qui ont réussi, justement, à ne pas mettre ce taux maximum d'imposition et qui réussissent aussi à avoir un budget tout à fait équilibré. Donc c'est pour ça que je reviens, moi, sur le taux. »*

Ronan LOAS, Maire, *« Je l'entends. Ma seule réponse à cela, de manière très claire, est que gouverner, c'est choisir et assumer ses choix. Diminuer ce taux, c'est diminuer une part de recette qui est affectée à la mixité sociale. Nous avons délibéré en attendant les décrets d'application de la loi LE MEUR — votre ancienne collègue, qui est toujours députée — concernant les résidences de type Airbnb et autres. En effet, il n'y a pas encore de décret d'application, ce qui crée une vraie fragilité juridique. Nous avions été convoqués à l'agglomération, où l'on nous a mis en garde : « Attention, avant de délibérer, vous allez vous prendre un mur, car il n'y a pas de décret d'application sur le droit à la propriété ; ces questions n'ont pas été purgées au Conseil d'État. Loin de là. »*

Nous prendrons donc aussi ces éléments-là en compte de manière très claire. Vous avez pu constater que ce n'est pas le législateur, mais la DGFIP, qui intervient sur ces sujets. Concernant les bases de la taxe d'aménagement, si vous avez été curieux, je vous invite à les consulter. Personne ne me pose la question, pourtant elle est importante. Vous constaterez une convergence entre 2020 et 2023 sur la taxe d'aménagement. Les Ploemeurois aux revenus élevés étaient toujours assujettis à cette taxe. Puis, à partir de 2023-2024, les courbes convergent, et on observe une baisse entre 2023 et 2025. Vous voyez disparaître près de 500 000 € de bases fiscales. Je m'attendais à cette question. Si j'étais attaqué, je répondrais : « Vous voyez, ça marche. » Il y a moins de résidences secondaires, car les bases fiscales ont diminué. La DGFIP a retiré, dans ces fameux 60 %, de nombreux mètres carrés liés à différents bâtiments et locaux qui y étaient inclus. Sur un total de 4,6 millions €, cela représente environ 500 000 €, soit une baisse d'environ 10 %. Cela se traduirait, dans nos projections, par une diminution de 120 000 à 150 000 € sur la taxe relative aux résidences secondaires. Les bases d'imposition permettent de suivre l'évolution. Elles augmentent sous l'effet de deux facteurs. D'une part, il y a le taux d'actualisation des bases. En 2022, c'est vous qui avez voté une augmentation de 3,4 %. La petite différence par rapport à la base 1 provient des ajustements votés par les députés dans le projet de loi de finances. Les taux, eux, sont votés par nous.

Vous avez les montants relatifs à la taxe d'habitation, aux fonciers bâtis et non bâtis. La base du foncier bâti continue d'augmenter : il y a de la construction, les propriétaires améliorent leurs biens, la classification des biens évolue.

Je vous ramène simplement à ces choix. Il y a un moment où je n'ai pas de baguette magique pour promettre beaucoup avec moins de recettes. Le danger, c'est que d'un côté, nous savons que nos dépenses vont exploser. Il nous reste environ 600 000 € à charge de la CNRACL. Je ne connais pas les conséquences du détroit d'Ormuz. Je ne connais pas non plus l'impact des tempêtes de plus en plus violentes. La tempête Ciaran nous a coûté environ 160 000 €. Nous sommes confrontés à des coûts liés à des événements climatiques. Or, nous n'avons plus d'assurance. Nous ne sommes plus couverts sur ces points. C'est un sujet public : les collectivités ont de plus en plus de difficultés à être assurées.

Nous entrons dans un mandat marqué par une grande incertitude, avec une élection présidentielle dont l'issue est inconnue. Chacun aura ses choix. C'est la démocratie. Mais personne n'a de boule de cristal pour prédire qui sera élu. Je pense que nous sommes nombreux à espérer qu'un tel ou une telle ne le soit pas. Mais je n'irai pas plus loin que ce que je viens de dire.

C'était simplement pour clarifier ce point. Après, j'entends ce que vous avez dit sur la baisse de la fiscalité. J'ai d'ailleurs fait le travail à un moment donné de lister les promesses électorales et confronter leur traduction en termes de recettes, pour voir si cela tient. J'ai aussi l'avantage de disposer de matrices budgétaires qui me permettent rapidement d'évaluer les différents impacts.

Car réduire un taux, dans un contexte où la population a un besoin maximal d'être accompagnée en matière de logement et d'action sociale, je ne sais pas le faire. Il y a un moment, on ne peut pas tout promettre. Quand on est en gouvernance, on doit faire face à la réalité des choses.

On a entendu vos remarques, mais je tenais à rappeler ces éléments. Je pense qu'après ce petit moment de finances publiques — que je trouve toujours réjouissant, je l'adore par nature — je propose de quitter la salle. Je propose que la présidence de séance soit assurée par notre première adjointe. »

Sortie de M. le Maire de la salle à 18h18.

Armelle GEGOUSSE, adjointe au Maire, *« Autorisez-vous l'assemblée à lever le bulletin secret ? Première chose : qui est contre ? Qui s'abstient ? Je compte un contre. Je précise que je ne parlais pas du vote du bordereau, mais de la levée du scrutin secret. Tout le monde est d'accord ? Merci. Nous allons donc pouvoir commencer par procéder à l'élection du président de séance pour la durée du vote des trois bordereaux. Je propose ma candidature pour assurer la présidence de séance lors des votes des bordereaux 3, 4 et 5. Y a-t-il d'autres candidats ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci ! Nous allons maintenant passer au vote. Est-ce que cela vous pose un problème de voter en même temps sur les bordereaux 3, 4 et 5 ? Ou préférez-vous que nous les traitions séparément : d'abord le 3, puis le 4, puis le 5 ? Nous les traitons séparément. Nous commençons donc par le bordereau n°3 relatif au Compte Financier Unique du budget principal. Qui est contre ? Deux contre. Qui s'abstient ? Quatre abstentions. Merci. »*

Délibération adoptée à la MAJORITE – 2 CONTRE (Lysiane METAYER, Erwan RIBAULT) - 4 ABSTENTIONS (Jack MAIGNAN, Corinne GOADEC, Olivier MAZÉAS, Maïté BRISELET)

n°04

COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025 – BUDGET ZAC CENTRE BOURG

Rapporteur : Liliane MARTEVILLE

Le Compte Financier Unique (CFU) qui remplace à la fois le compte administratif (CA) et le compte de gestion (CG), regroupe les données budgétaires et comptables, incluant une vision patrimoniale (biens, créances, dettes) de l'année. Il détermine les résultats de l'exécution comptable et constate les restes à réaliser. Il compare, à cette fin, les prévisions ou autorisations de crédits aux réalisations en dépenses et en recettes.

Ainsi, par le biais du CFU du budget principal mais aussi des CFU correspondant aux différents budgets annexes, l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées.

Le CFU est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, au Conseil Municipal qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année suivant la clôture de l'exercice.

Le CFU 2025 est présenté dans les documents annexés suivants :

- Le rapport de présentation du CFU du budget principal et des budgets annexes (Annexe 1)
- La maquette budgétaire réglementaire (Annexe 2)

Les résultats de l'exercice 2025 du budget de la Zac centre bourg s'établissent ainsi :

Libéllés	Prévisions	Réalisations	Restes à réaliser	Résultats
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	841 277,84 €	558 039,69 €		
Recettes	841 277,84 €	558 040,04 €		
Résultat de clôture (A)		0,35 €		
Résultat reporté (B)		87 763,64 €		
RF - Résultat de fonctionnement (A+B)		**87 763,99 €**		**87 763,99 €**
INVESTISSEMENT				
Dépenses	1 165 813,68 €	558 039,69 €		
Recettes	1 165 813,68 €	383 181,84 €		
Résultat de clôture (C)		-174 857,85 €		
Résultat reporté (D)		-383 181,84 €		
RI - Résultat d'investissement (C+D)		**-558 039,69 €**		**-558 039,69 €**
Résultat global de clôture (RF + RI)		**-470 275,70 €**		
Résultat net global				**-470 275,70 €**

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Considérant les éléments susvisés ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-12 du code général qui dispose que le vote de l'organe délibérant arrêtant les comptes doit intervenir au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2222-3 ;

Vu l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 généralisant le Compte Financier Unique (CFU) au plus tard sur l'exercice 2026 ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 4 Février 2025 approuvant le budget primitif de l'exercice 2025 ;

Vu les délibérations du conseil municipal en date 27 Mai 2025 approuvant le budget supplémentaire relatif à cet exercice ;

Vu l'avis de la Commission « Ressources et moyens généraux » en date du 11 Juin 2026 ;

M. le Maire ayant quitté la séance ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré :

- **DECIDE à l'unanimité** de ne pas procéder au scrutin secret pour cette élection ;
- **DESIGNE Mme Armelle GEGOUSSE** présidente de séance ;
- **DONNE ACTE** de la présentation faite du compte financier unique du budget de la Zac centre bourg ;
- **CONSTATE** les identités de valeurs avec les indications de la Trésorerie relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux débits et crédits portés aux différents comptes ;
- **ARRETE** les résultats suivants du compte financier unique 2025 et les restes à réaliser et à recouvrer de la section d'investissement conformément au tableau ci-dessus ;
- **DONNE** pouvoir au Maire pour prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Armelle GEGOUSSE, adjointe au Maire, *« On passe donc au bordereau numéro 4 sur le compte financier unique pour la ZAC centre bourg. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 4 abstentions, merci. »*

Délibération adoptée à la MAJORITE – 2 CONTRE (Lysiane METAYER, Erwan RIBAULT) - 4 ABSTENTIONS (Jack MAIGNAN, Corinne GOADEC, Olivier MAZÉAS, Maïté BRISELET) –

n°05

COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025 – BUDGET CUISINE CENTRALE

Rapporteur : Liliane MARTEVILLE

Le Compte Financier Unique (CFU) qui remplace à la fois le compte administratif (CA) et le compte de gestion (CG), regroupe les données budgétaires et comptables, incluant une vision patrimoniale (biens, créances, dettes) de *l'année. Il détermine les résultats de l'exécution comptable et constate les restes à réaliser. Il compare, à cette fin, les prévisions ou autorisations de crédits aux réalisations en dépenses et en recettes.*

Ainsi, par le biais du CFU du budget principal mais aussi des CFU correspondant aux différents budgets annexes, l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées.

Le CFU est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, au Conseil Municipal qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année suivant la clôture de l'exercice.

Le CFU 2025 est présenté dans les documents annexés suivants :

- *Le rapport de présentation du CFU du budget principal et des budgets annexes (Annexe 1)*
- *La maquette budgétaire réglementaire (Annexe 2)*

Les résultats de l'exercice 2025 du budget de la cuisine centrale s'établissent ainsi :

Libéllés	Prévisions	Réalisations	Restes à réaliser	Résultats
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	2 236 972,23 €	2 188 210,37 €		
Recettes	2 236 972,23 €	2 194 152,18 €		
Résultat de clôture (A)		5 941,81 €		
Résultat reporté (B)		472,23 €		
RF - Résultat de fonctionnement (A+B)		**6 414,04 €**		**6 414,04 €**
INVESTISSEMENT				
Dépenses	63 569,02 €	63 165,64 €	5 129,60 €	
Recettes	63 569,02 €	54 586,37 €	0,00 €	
Résultat de clôture (C)		-8 579,27 €		
Résultat reporté (D)		18 569,02 €		
RI - Résultat d'investissement (C+D)		**9 989,75 €**		
Résultat net d'investissement (avec reports)				**4 860,15 €**
Résultat global de clôture (RF + RI)		**16 403,79 €**		
Résultat net global (avec reports)				11 274,19 €

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Considérant les éléments susvisés ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L1612-12 du code général qui dispose que le vote de l'organe délibérant arrêtant les comptes doit intervenir au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2222-3 ;

Vu l'article 205 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 généralisant le Compte Financier Unique (CFU) au plus tard sur l'exercice 2026 ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 4 Février 2025 approuvant le budget primitif de l'exercice 2025 ;

Vu les délibérations du conseil municipal en date 27 Mai 2025, 30 Septembre 2025 approuvant le budget supplémentaire et la décision modificative n°1 relatives à cet exercice ;

Vu l'avis de la Commission « Ressources et moyens généraux » en date du 11 Juin 2026 ;

M. le Maire ayant quitté la séance ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré :

- **DECIDE à l'unanimité** de ne pas procéder au scrutin secret pour cette élection ;
- **DESIGNE Mme Armelle GEGOUSSE** présidente de séance ;
- **DONNE ACTE** de la présentation faite du compte financier unique du budget de la cuisine centrale de Ploemeur ;
- **CONSTATE** les identités de valeurs avec les indications de la Trésorerie relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et aux débits et crédits portés aux différents comptes ;
- **ARRETE** les résultats suivants du compte financier unique 2025 et les restes à réaliser et à recouvrer de la section d'investissement conformément au tableau ci-dessus ;

- **DONNE** pouvoir au Maire pour prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Armelle GEGOUSSE, adjointe au Maire, ***« Et donc pour le bordereau numéro 5, c'est le compte financier unique pour la cuisine centrale. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 4 abstentions merci. »***

Délibération adoptée à la MAJORITE - 4 ABSTENTIONS (Jack MAIGNAN, Corinne GOADEC, Olivier MAZÉAS, Maïté BRISELET)

n°06

AFFECTATION DES RESULTATS 2025 - BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE
Rapporteur : Liliane MARTEVILLE

Après l'approbation du CFU 2025, il y a lieu de procéder à l'affectation des résultats.

L'affectation du résultat permet d'assurer la reprise comptable des résultats de l'exercice écoulé au budget suivant, en distinguant le résultat de fonctionnement et le solde d'exécution de la section d'investissement. Elle vise notamment à couvrir, le cas échéant, le besoin de financement de la section d'investissement, avant toute reprise du solde disponible en fonctionnement.

En application des dispositions prévues par la réglementation en vigueur sur l'instruction budgétaire et comptable M57, il est proposé d'affecter les résultats de clôture de l'exercice 2025 du budget principal de la ville de Ploemeur de la façon suivante :

- Résultat d'exploitation à la clôture de l'exercice 2025 3 382 779,54 €

- Affectation aux réserves compte 1068 pour financement de la section investissement 2026 3 382 779,54 €

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis de la Commission « Ressources et moyens généraux » en date du 11 Juin 2026 ;

Vu le rapport présenté en séance du Conseil municipal ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré :

- **PROCEDE** à l'affectation des résultats de l'exercice 2025 comme indiqué ci-dessus.

Monsieur le Maire étant revenu dans la salle à 18h21.

Liliane MARTEVILLE, adjointe au Maire, ***« L'affectation du résultat résulte en fait de ces résultats qu'on vous a présentés. Le résultat de fonctionnement pour le budget principal de la ville s'établit, on vous l'a déjà dit, à 3 382 779,54 € et il est affecté en réserve au compte 1068 pour le financement de la section d'investissement, à hauteur de 3 380 619,54 €.***
Vous êtes donc invités à voter l'affectation des résultats 2025 pour le budget principal de la ville. »

Ronan LOAS, Maire, ***« Je pense qu'une fois qu'on a fait le débat sur le CFU, les affectations de résultats ne changeront plus grand-chose. Mais est-ce qu'il y a des oppositions à voter ensemble tous les différents bordereaux d'affectation de résultats ? Non ? Est-ce qu'il y a des oppositions pour les affectations des bordereaux cités ? Je n'en vois pas. Je propose d'aller assez vite. Je laisse Mme MARTEVILLE faire la présentation synthétique du budget supplémentaire. Vous avez la note explicative dans laquelle il y a tous les éléments. »***

Délibération adoptée à l'UNANIMITE

n°07

AFFECTATION DES RESULTATS 2025 – BUDGET CUISINE CENTRALE
Rapporteur : Liliane MARTEVILLE

Après l'approbation du CFU 2025, il y a lieu de procéder à l'affectation des résultats.

L'affectation du résultat permet d'assurer la reprise comptable des résultats de l'exercice écoulé au budget suivant, en distinguant le résultat de fonctionnement et le solde d'exécution de la section d'investissement. Elle vise notamment à couvrir, le cas échéant, le besoin de financement de la section d'investissement, avant toute reprise du solde disponible en fonctionnement.

En application des dispositions prévues par la réglementation en vigueur sur l'instruction budgétaire et comptable M57, il est proposé d'affecter les résultats de clôture de l'exercice 2025 du budget de la cuisine centrale comme suit :

- Résultat d'exploitation à la clôture de l'exercice 2025 6 414,04 €

- Résultat à affecter en report à nouveau sur l'exercice 2026 (section de fonctionnement) 6 414,04 €

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis de la Commission « Ressources et moyens généraux » en date du 11 Juin 2026 ;

Vu le rapport présenté en séance du Conseil municipal ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré :

- **PROCEDE** à l'affectation des résultats de l'exercice 2025 comme indiqué ci-dessus.

Liliane MARTEVILLE, adjointe au Maire, ***« La même chose pour la cuisine centrale. Le résultat de fonctionnement de la clôture pour la cuisine centrale s'élève à 6 414,04 €. L'affectation du report à nouveau pour 2026 sera donc en section de fonctionnement pour un montant de + 6 414,04 €. Nous vous demandons bien sûr de procéder au vote de cette délibération concernant l'affectation des résultats de la cuisine centrale. »***

Les bordereaux 6 et 7 ont été votés en même temps (voir les échanges au point 6).

Délibération adoptée à l'UNANIMITE

n°08

LA PRESENTE DÉLIBÉRATION ANNULE ET REMPLACE LA DÉLIBÉRATION N°08 EN DATE DU 24/06/2026 POUR ERREUR MATERIELLE. IL CONVIENT DE LIRE, CONFORMÉMENT AU TABLEAU RECTIFIÉ CI-DESSOUS, « 013 » À LA LIGNE « REMBOURSEMENT SUR CHARGES DE PERSONNEL » EN LIEU ET PLACE DE « 011 ».

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2026 - BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE
Rapporteur : Liliane MARTEVILLE

Le Budget Supplémentaire (BS) est un budget d'ajustement qui reprend le résultat dégagé au compte financier unique de l'exercice précédent ainsi que les reports en dépenses et recettes.

Le Maire propose de modifier le budget primitif 2026 du budget principal de la ville comme suit :

Section de fonctionnement

➢ Nouveaux besoins en dépenses (+ 245 000 €)

Les ajustements de dépenses correspondent à de besoins nouveaux ou réglementairement contraints, identifiés postérieurement au vote du Budget Primitif :

- **Pénalité SRU (+ 115 000 €) :** La commune, dont le taux de logements sociaux demeure inférieur au seuil légal relevé à 25 % par la loi SRU (20% auparavant), est assujettie à un prélèvement annuel majoré. Le montant net inscrit au BS 2026 s'établit à 115 000 € (article 749116), après déduction des subventions foncières versées aux bailleurs sociaux (Logis Breton, Morbihan Habitat).
- **Subvention d'équilibre au CCAS (+ 100 000 €) :** La subvention versée au Centre Communal d'Action Sociale est relevée pour faire face à la ré-évaluation des cotisations d'assurances du personnel (+ 40 000 €), à l'annulation de titres de recettes antérieures auprès de l'URSSAF et la CNRACL pour des exonérations non dues (+ 40 000 €) et un ajustement de la masse salariale lié à la comptabilisation des rémunération des assistantes maternelles de décembre 2025 sur l'exercice 2026 en raison du décalage de leur rémunération (+ 50 000 €). Ces surcoûts bruts (+ 130 000 €) sont partiellement compensés par la reprise des excédents des budgets annexes SAAD et structure Curie (−30 000 €).
- **Équipements de protection et animation culturelle (+ 30 000 €) :** Le BS intègre un complément d'équipements de protection individuelle pour les agents des services techniques dans le cadre du protocole chaleur (+ 10 000 €, article 60636) et couvre les charges de la programmation culturelle du 2e semestre, notamment les rémunérations d'artistes intermittents et les achats de prestations de spectacles (+ 20 000 € au total).

➢ Ajustements de recettes

La baisse constatée sur la Taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires (−250 000 €) - liée aux effets de la Loi de Finances 2025 réduisant le périmètre des locaux taxables, combinés à des corrections de la DGFIP sur l'application GMBI - est intégralement compensée par une progression des produits divers : revenus immobiliers liés au reversement du camping de la Pointe du Talud (+ 95 000 €), recettes de billetterie du 2e semestre de programmation culturelle (+ 35 000 €), remboursements de charges de personnel par la Sécurité Sociale et les assurances (+ 50 000 €), et compensations fiscales de l'État au titre des exonérations de taxe foncière et de taxe d'habitation (+ 70 000 € au total). Par ailleurs, le virement à

la section d'investissement (compte 023) est réduit de 245 000 €, libérant ainsi les crédits nécessaires à la couverture des nouvelles dépenses.

Section d'investissement

➢ Inscriptions nouvelles en dépenses (+ 3 559 759 €)

La section d'investissement du BS enregistre trois catégories de dépenses :

- **Reports 2025 (+ 1 963 380 €) :** Conformément aux règles de la comptabilité publique M57, les crédits engagés non décaissés au 31 décembre 2025 sont obligatoirement reportés au BS. Ils correspondent à des marchés et conventions en cours d'exécution sur des opérations déjà engagées.
- **Résultat d'investissement 2025 (+ 1 466 380 €) :** Le Compte Financier Unique 2025 fait apparaître un déficit de la section d'investissement de 1 466 380 €, obligatoirement repris en dépenses au BS (article 001). Ce déficit est couvert par l'affectation du résultat excédentaire de fonctionnement.
- **Nouvelles opérations (+ 130 000 €) :** Le BS finance l'accélération de projets retenus dans le cadre du Budget Participatif (+ 80 000 €) et engage des travaux de réfection sur les infrastructures portuaires communales (+ 50 000 €).

➢ Financement (+ 3 559 759 €)

Le financement est assuré à titre principal par l'affectation de l'excédent de fonctionnement 2025 en réserves d'investissement (article 1068 : 3 382 780 €), complété par un emprunt complémentaire de 370 000 € (article 1641), la taxe d'aménagement perçue (51 980 €, article 10226) et la réduction du virement de la section de fonctionnement (−245 000 €, compte 021).

Chapitre	Article	Désignation	Montant des crédits ouvert avant modification	BS 2025	Montant des crédits ouverts après modification
FONCTIONNEMENT					
011 - Charges à caractère général	60636	Vêtements (équipements dispositif fortes chaleurs pour agents espaces publics)	35 000,00	10 000,00	45 000,00
011 - Charges à caractère général	6042	Achats de prestations de services (spectacles)	132 000,00	10 000,00	142 000,00
012 - Charges de personnel	64131	Personnels non titulaires - rémunération (intermittant spectacles)	1 545 000,00	10 000,00	1 555 000,00
65 - Autres charges de gestion courante	657363	Subvention CCAS	965 000,00	100 000,00	1 065 000,00
012 - Atténuations de produits	739116	Reversement conventionnel de fiscalité (pénalité insuffisance de logements sociaux)	98 000,00	115 000,00	213 000,00
023 - Virement à la section d'investissement		Virement à la section d'investissement	2 000 000,00	-245 000,00	1 755 000,00
TOTAL DEPENSES NOUVELLES				**0,00**	
013 - Atténuations de charges	6419	Remboursement sur charges de personnel	20 000,00	50 000,00	70 000,00
70 - Produits des services	7062	Recettes produits des services culturels (dts d'entrée spectacles)	145 000,00	35 000,00	180 000,00
73 - Impôts et taxes	73111	Contributions directes	16 875 000,00	-250 000,00	16 625 000,00
74 - Dotations et participations	74834	Compensations fiscales exonération TF	273 000,00	20 000,00	293 000,00
74 - Dotations et participations	74835	Compensations fiscales exonération TH	0,00	50 000,00	50 000,00
75 - Autres produits de gestion courante	752	Revenus des immeubles	60 000,00	95 000,00	155 000,00
TOTAL RECETTES NOUVELLES				**0,00**	
INVESTISSEMENT					
		Dépenses reportées	0,00	1 963 379,75	1 963 379,75
001 - Résultat d'investissement		Résultat d'investissement 2025	0,00	1 466 379,72	1 466 379,72
21 - Immobilisations corporelles	2128	Budget participatif (rajout de crédits pour réalisations des opérations)	1 187 500,00	80 000,00	1 267 500,00
21 - Immobilisations corporelles	2151	Travaux sur infrastructures portuaires	907 000,00	50 000,00	957 000,00
TOTAL DEPENSES NOUVELLES				**3 559 759,47**	
10 - Dotations et fonds divers	1068	Affectation du résultat 2024	0,00	3 382 779,54	3 382 779,54
10 - Dotations et fonds divers	10223	Taxe d'aménagement	100000,00	51 979,93	151 979,93
16 - Emprunt et dette	1641	Emprunt	4 285 000,00	370 000,00	4 655 000,00
021 - Virement de la section de Fonctionnement		Virément de la section de Fonctionnement	2 000 000,00	-245 000,00	1 755 000,00
TOTAL RECETTES NOUVELLES				**3 559 759,47**	

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis de la Commission « Ressources et moyens généraux » en date du 11 Juin 2026 ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** le budget supplémentaire 2026 présenté synthétiquement ci-dessus et détaillé dans la maquette budgétaire annexée.

Liliane MARTEVILLE, adjointe au Maire, ***« Le budget supplémentaire de 2026 pour la ville. Le budget supplémentaire ajuste le budget primitif en intégrant des besoins nouveaux, des reports de crédit et la reprise du résultat 2025. En section de fonctionnement, il prévoit une hausse de 245 000 €, comprenant la pénalité SRU pour 115 000 €, l'augmentation de la subvention d'équilibre au CCAS pour 100 000 €, ainsi que 30 000 € pour les équipements de protection et de programmation culturelle.***

La baisse de 250 000 € de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires est compensée par des recettes complémentaires : plus 95 000 € des revenus immobiliers, 35 000 € de billetterie, 50 000 € de remboursement et 70 000 € de compensation fiscale, ainsi que par une réduction du virement à investissement de 245 000 €. En section d'investissement, le budget supplémentaire inscrit 3 559 759,47 € de dépenses supplémentaires, dont 1 963 379,75 € de report 2025, 1 466 379,72 € au titre de la reprise du déficit d'investissement 2025 et 130 000 € de nouvelles opérations, budget participatif 80 000 € et portuaire 50 000 €. C'est ce qu'il faut retenir. Le financement repose principalement sur l'affectation de l'excédent de fonctionnement 2025 à hauteur de 3 382 179,47 €, complété par un emprunt de 370 000 €, la taxe d'aménagement dont on parlait tout à l'heure, 51 980 € et l'ajustement des virements entre sections. Il vous est proposé d'approuver le budget supplémentaire 2026 de la ville. »

Ronan LOAS, Maire, ***« Il y a beaucoup d'ajustements qui sont très techniques. Pour certains, vous avez pu le voir quand on était au CCAS, parce que c'est un peu le pendant. Et pour d'autres, c'est ce qu'on a vu en conséquence quand j'évoquais les différents manques de recettes sur la taxe d'aménagement. Est-ce qu'il y a des questions spécifiques sur le budget supplémentaire ? Ce qui permet de poser tout ça. Non. Est-ce qu'il y a des oppositions, des abstentions ? Je compte 4 abstentions. Le bordereau 8 est adopté. »***

Délibération adoptée à la MAJORITE – 6 ABSTENTIONS (Jack MAIGNAN, Corinne GOADEC, Olivier MAZÉAS, Maïté BRISELET, Lysiane METAYER, Erwan RIBAULT)

n°09

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2026 - Budget ZAC CENTRE BOURG

Rapporteur : Liliane MARTEVILLE

Le Budget Supplémentaire (BS) est un budget d'ajustement qui reprend le résultat dégagé au compte financier unique de l'exercice précédent ainsi que les reports en dépenses et recettes.

Le Maire propose de modifier le budget primitif 2026 de la Zac centre bourg comme suit :

- ✓ **En fonctionnement**, le compte financier 2025 fait apparaître un excédent de 87 763,99 €. Cet excédent est intégralement reporté en dépenses de fonctionnement et vient abonder les crédits consacrés aux travaux de voirie. Par ailleurs, des ajustements sont réalisés sur les opérations d'ordre budgétaires correspondant à la comptabilité de stock des terrains en cours d'aménagement qui s'équilibre entre sections de Fonctionnement et d'Investissement.

- ✓ **En investissement**, le compte financier 2025 fait apparaître un déficit de 558 039,69 €, résultant des dépenses d'aménagement engagées sur l'exercice et non encore couvertes par des cessions de terrains. Afin d'assurer l'équilibre réglementaire de cette section, une inscription complémentaire en recettes d'emprunt est proposée à hauteur de 558 039,69 €.

Chapitre	Article	Désignation	Montant des crédits ouvert avant modification	BS 2026	Montant des crédits ouverts après modification
FONCTIONNEMENT					
011 - Charges à caractère générale	605	Travaux	431 727,00	87 763,99	519 490,99
042 - Opération d'ordre entre section	71355	Variation stock terrains aménagés	419 000,00	87 763,99	506 763,99
TOTAL DEPENSES NOUVELLES				**175 527,98**	
042 - Opération d'ordre entre section	7133	Variation encours de production	1 842 626,69	87 763,99	1 930 390,68
002 - Résultat de fonctionnement reporté			0	87 763,99	87 763,99
TOTAL RECETTES NOUVELLES				**175 527,98**	
INVESTISSEMENT					
001 - Résultat d'investissement reporté				558 039,69	558 039,69
040 - Opération d'ordre entre section	3355	Travaux	451 982,82	87 763,99	539 746,81
TOTAL DEPENSES NOUVELLES				**645 803,68**	
040 - Opération d'ordre entre section	3555	Vente de terrains	419 000,00	87 763,99	506 763,99
16 Emprunts et dettes assimilées	1641	Emprunt	865 587,00	558 039,69	1 423 626,69
TOTAL RECETTES NOUVELLES				**645 803,68**	

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis de la Commission « Ressources et moyens généraux » en date du 11 Juin 2026 ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** le budget supplémentaire 2026 présenté ci-dessus et détaillé dans la maquette budgétaire annexée.

Ronan LOAS, Maire, ***« Ensuite, on a le budget supplémentaire de la ZAC. »***

Liliane MARTEVILLE, adjointe au Maire, ***« Il s'agit donc d'un budget d'ajustement qui intègre les résultats de l'exercice 2025 et l'ajustement de crédit nécessaire. En fonctionnement, les crédits sont ajustés à hauteur de 175 227,98 €, notamment pour prendre en compte l'évolution des dépenses de travaux et les écritures de stock et d'encours propres aux opérations de la ZAC. L'équilibre de la section est assuré par la reprise du résultat de fonctionnement reporté.***

En investissement, les crédits sont ajustés à hauteur de 645 803,60 €, en intégrant le résultat d'investissement reporté ainsi que l'actualisation des prévisions de travaux, de ventes de terrains et d'emprunts. Le budget supplémentaire s'équilibre ainsi : 175 227,98 € en fonctionnement et 645 803,60 € en investissement. Il vous est proposé également d'approuver le budget supplémentaire de l'année 2026 de la ZAC. »

Ronan LOAS, Maire, *« Est-ce qu'il y a des oppositions, des abstentions ? Je compte six abstentions. Deux oppositions, d'accord, très bien. Merci. »*

Délibération adoptée à la MAJORITE – 2 CONTRE (Lysiane METAYER, Erwan RIBAULT) - 4 ABSTENTIONS (Jack MAIGNAN, Corinne GOADEC, Olivier MAZÉAS, Maïté BRISELET) –

n°10

LA PRESENTE DÉLIBÉRATION ANNULE ET REMPLACE LA DÉLIBÉRATION N°10 EN DATE DU 24/06/2026 POUR ERREUR MATERIELLE. IL CONVIENT DE LIRE, CONFORMÉMENT AU TABLEAU RECTIFIÉ CI-DESSOUS, « 001 » À LA LIGNE « RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ » EN LIEU ET PLACE DE « 002 ».

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2026 - BUDGET CUISINE CENTRALE

Rapporteur : Liliane MARTEVILLE

Le Budget Supplémentaire (BS) est un budget d'ajustement qui reprend le résultat dégagé au compte financier unique de l'exercice précédent ainsi que les reports en dépenses et recettes.

Le Maire propose de modifier le budget primitif 2026 de la cuisine centrale comme suit :

- ✓ **En fonctionnement**, le compte financier 2025 dégage un résultat net de 6 414,04 €. En dépenses, un complément de crédits de 6 414,04 € est proposée au chapitre 011 – Charges à caractère général (article 60623 – Alimentation) ;

- ✓ **En investissement**, le résultat net 2025 s'établit à 9 989,75 €. Ce résultat est repris en recettes (compte 001). En dépenses, deux inscriptions sont proposées : 5 129,60 € en dépenses reportées, et 4 860,15 € au chapitre 21 – Immobilisations corporelles (article 2188 – matériel de cuisine).

Chapitre	Article	Désignation	Montant des crédits ouverts avant modification	BS 2026	Montants des crédits ouverts après modification
Fonctionnement					
011 - Charges à caractère général	60623	Alimentation	1 060 000,00 €	6 414,04 €	1 066 414,04 €
TOTAL DEPENSES NOUVELLES				**6 414,04 €**	
002 - Résultat de fonctionnement reporté			0,00 €	6 414,04 €	6 414,04 €
TOTAL RECETTES NOUVELLES				**6 414,04 €**	
Investissement					
		Dépenses reportées	0,00 €	5 129,60 €	5 129,60 €
21 - Immobilisations corporelles	2188	Autres immobilisations corporelles	45 000,00 €	4 860,15 €	49 860,15 €
TOTAL DEPENSES NOUVELLES				**9 989,75 €**	
001- Résultat d'investissement reporté			0,00 €	9 989,75 €	9 989,75 €
TOTAL RECETTES NOUVELLES				**9 989,75 €**	

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis de la Commission « Ressources et moyens généraux » en date du 11 Juin 2026 ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** le budget supplémentaire 2026 de la cuisine centrale présenté synthétiquement ci-dessus et détaillé dans la maquette budgétaire annexée.

Délibération adoptée à la MAJORITE – 4 ABSTENTIONS (Jack MAIGNAN, Corinne GOADEC, Olivier MAZÉAS, Maïté BRISELET)

Liliane MARTEVILLE, adjointe au Maire, ***« Et le dernier budget supplémentaire, celui de la cuisine centrale, qui est un budget d'ajustement. En fonctionnement, les crédits du compte alimentation sont augmentés de 6 414,04 €, financés par leur reprise de résultats de fonctionnement reportés du même montant. En investissement, les dépenses nouvelles s'élèvent à 9 987,75 €, comprenant 5 129,60 € de dépenses reportées et 4 870,15 € de crédits complémentaires pour les immobilisations corporelles. Ces dépenses sont financées par la reprise de l'investissement reporté de 9 989,75 €. Le budget supplémentaire est porté à 6 414,04 € en fonctionnement et à 9 989,75 € en investissement. Je vous demande d'approuver et de voter ce budget supplémentaire. »***

Ronan LOAS, Maire, ***« Merci. C'est encore plus technique. Est-ce qu'il y a des oppositions ? Des abstentions ? Contre 4 abstentions, le bordereau est adopté. »***

Délibération adoptée à la MAJORITE – 4 ABSTENTIONS (Jack MAIGNAN, Corinne GOADEC, Olivier MAZÉAS, Maïté BRISELET)

n°11

REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER DE LA VILLE 2026-2032

Rapporteur : Liliane MARTEVILLE

Le Règlement Budgétaire et Financier (RBF) est obligatoire depuis le passage à la nomenclature comptable M57. La Ville de Plœmeur applique cette nomenclature depuis le 1er janvier 2024, conformément à la délibération du Conseil Municipal du 14 novembre 2023.

Le présent règlement regroupe en un document unique les règles fondamentales applicables à l'ensemble de la collectivité en matière de gestion comptable et budgétaire. Il renforce la cohérence et l'harmonisation des pratiques dans le respect du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et de l'instruction budgétaire et comptable M57.

Il précise les choix de gestion décidés dans les domaines suivants : gestion des autorisations de programme et d'engagement, subventions, patrimoine, comptabilité (rattachement, provisions, amortissements).

Conformément à l'article L.1612-30 du CGCT, ce règlement est adopté pour la durée de la mandature. Les modifications éventuelles ne peuvent concerner que des ajouts ou des précisions, sauf dans le cas de décisions réglementaires ou législatives. Toute modification doit faire l'objet d'une délibération du Conseil Municipal.

Principales modifications apportées

Par rapport au RBF du 14 novembre 2023, le présent règlement intègre les évolutions suivantes :

a) Évolutions réglementaires obligatoires

- **Compte Financier Unique — article 16 :** le CFU est obligatoire depuis le 1er janvier 2026 (ordonnance n°2025-526 du 12 juin 2025). Document commun à l'ordonnateur et au comptable, il se substitue au compte administratif et au compte de gestion, et est soumis au vote du Conseil Municipal avant le 30 juin N+1.
- **Responsabilité des gestionnaires publics — article 28 :** depuis le 1er janvier 2023, le nouveau régime supprime la distinction ordonnateur/comptable. Tous deux sont désormais justiciables devant la Cour des comptes pour faute de gestion grave ayant causé un préjudice financier significatif.
- **Annexe transition écologique — article 4 :** la loi de finances pour 2024 impose aux communes de plus de 3 500 habitants de joindre à leur CFU une annexe identifiant les dépenses et recettes concourant à la transition écologique. La Ville l'applique depuis le BP 2025 selon la méthodologie I4CE.
- **Délai du débat d'orientation budgétaire — article 3 :** porté à 10 semaines avant le vote du budget (contre 2 mois précédemment). Les documents budgétaires sont communiqués aux conseillers municipaux 12 jours avant la séance.

b) Adaptations issues de l'expérience M57 (2024-2025)

- **Périmètre budgétaire — article 1 :** intégration du budget annexe ZAC centre-bourg au périmètre du présent règlement.
- **Délégation au Maire - ANV et remises gracieuses — article 13 :** délégation accordée au Maire pour les admissions en non-valeur et remises gracieuses portant sur des créances d'un montant unitaire inférieur ou égal à 200 €, sur le fondement de l'article L.2122-22 du CGCT (délibération du 10 avril 2026).
- **Fongibilité - article 7 :** tout virement de crédits de chapitre à chapitre effectué hors décision modificative fait l'objet d'une information lors du Conseil Municipal suivant, à l'exclusion du chapitre 012 (personnel).

- **Amortissements - article 25 :** la règle du prorata temporis s'applique à compter de la date d'acquisition du bien. Seuil de sortie d'actif fixé à 1 500 € TTC.
- **Gestion pluriannuelle AP/AE - article 23 :** la Ville n'y recourt pas à ce stade. Un article unique fixe les règles applicables le cas échéant (conditions de vote, caducité, information du Conseil Municipal).

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment ses articles L.1612-21 à L.1612-41 dans leur rédaction issue de l'ordonnance n°2025-526 du 12 juin 2025, l'article L.1612-30 et l'article L.2312-1 ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable à la Ville de Plœmeur depuis le 1er janvier 2024 (délibération du Conseil Municipal du 14 novembre 2023) ;

Vu le premier Règlement Budgétaire et Financier adopté par délibération du Conseil Municipal du 14 novembre 2023, désormais remplacé par le présent acte ;

Vu l'ordonnance n°2025-526 du 12 juin 2025 généralisant le Compte Financier Unique (CFU) pour toutes les collectivités relevant de la M57 à compter du 1er janvier 2026 ;

Vu la loi de finances pour 2024 et ses dispositions relatives à l'annexe obligatoire « Impact du budget pour la transition écologique » pour les communes de plus de 3 500 habitants ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 10 avril 2026 accordant délégation au Maire pour les admissions en non-valeur et remises gracieuses sur les créances jusqu'à 200 € ;

Vu le rapport du Maire et le Règlement Budgétaire et Financier annexé à la présente délibération ;

Vu l'avis de la Commission « Ressources et moyens généraux » en date du 11 Juin 2026 ;

Considérant que l'article L.1612-30 du CGCT impose l'adoption d'un nouveau Règlement Budgétaire et Financier lors de chaque renouvellement du Conseil Municipal, pour la durée de la mandature ;

Considérant que le renouvellement du Conseil Municipal en mars 2026 rend obligatoire l'adoption d'un nouveau RBF pour la mandature 2026-2032 ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** le Règlement Budgétaire et Financier (RBF) annexé à la présente délibération.

Ronan LOAS, Maire, ***« On continue avec le règlement budgétaire. On aurait presque pu commencer par ça. »***

Liliane MARTEVILLE, adjointe au Maire, ***« C'est un nouveau règlement budgétaire de la ville pour 2026-2032. Le règlement budgétaire et financier constitue le document de référence en matière de gestion budgétaire et comptable de la collectivité. Obligatoire dans le cadre de la nomenclature M57 appliquée par la ville depuis le 1er janvier 2024, il fixe les règles internes de gestion et garantit la cohérence des pratiques financières.***

Le renouvellement du Conseil municipal en mars 2026 nécessite l'adoption d'un nouveau règlement pour la durée 2026-2032. Par rapport au règlement adopté le 14 novembre 2023, cette nouvelle version intègre les évolutions réglementaires récentes, notamment la mise en œuvre du CFU. Les dispositions relatives à la responsabilité des gestionnaires publics, l'annexe budgétaire consacrée à la transition écologique, ainsi que les nouvelles modalités du débat d'orientation budgétaire sont également incluses. Elle prend également en compte les ajustements résultant des deux premières années d'application de la M57, concernant notamment le périmètre budgétaire, les émissions en non-valeur de faible montant, les virements de crédit, les amortissements et la gestion pluriannuelle.

Il vous est proposé d'approuver le nouveau règlement budgétaire et financier de la ville pour la période 2026-2032, annexé à la présente délibération. »

Ronan LOAS, Maire, *« S'il y a des questions sur le bordereau, je propose que Mme MARTEVILLE y réponde. Mais est-ce qu'il y a des oppositions à ce règlement ? Est-ce qu'il y a des abstentions ? Voilà, je vous remercie. Il n'y a pas eu non plus de débats hier à l'agglomération. »*

Délibération adoptée à l'UNANIMITE

n°12

FIXATION DES TARIFS DE LA RESTAURATION COLLECTIVE POUR LES VILLES MEMBRES DE L'ENTENTE INTERCOMMUNALE

Rapporteur : Pascal GUERIF

Par convention intercommunale conclue initialement le 19 décembre 2013, les villes de Ploemeur et de Larmor-Plage ont créé une entente intercommunale destinée à mutualiser les moyens affectés à la production de repas par la cuisine centrale de Ploemeur « Ti Lipous », au bénéfice notamment des publics scolaires, des accueils de loisirs et des personnes âgées.

Partenaire de la cuisine centrale depuis 2021, la Ville de Quimperlé a intégré cette entente dans le cadre d'une nouvelle convention intercommunale entrée en vigueur le 1er septembre 2025. Cette convention actualisée, prise en application des articles L.5221-1 et L.5221-2 du Code général des collectivités territoriales, réunit désormais les villes de Ploemeur, Larmor-Plage et Quimperlé autour d'une organisation mutualisée de la production des repas.

La convention prévoit notamment que les tarifs applicables aux collectivités membres sont déterminés dans le cadre de la conférence intercommunale, sur la base du coût de revient de production des repas constaté par type de convive et selon la méthodologie définie dans l'annexe financière de la convention.

Les conditions de production, de livraison et de conditionnement variant selon les bénéficiaires, il convient d'établir une grille tarifaire différenciée pour l'année scolaire 2026-2027 applicable aux villes membres de l'entente intercommunale, reflétant au plus juste les coûts réels et les contraintes associées à chaque prestation.

Ces tarifs, détaillés dans l'annexe jointe, entreront en vigueur à compter du 1er septembre 2026. Conformément aux dispositions de la convention intercommunale, ils feront l'objet d'une révision annuelle.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du 27 Mai 2025 portant actualisation de l'entente intercommunale en charge de la production des repas par la cuisine centrale de PLOEMEUR ;

Vu, l'annexe financière de la convention détaillant la méthodologie de calcul du coût de revient de production des repas ;

Considérant :

- ✓ La nécessité de fixer les tarifs de la restauration collective pour l'année 2026-2027,
- ✓ Les coûts de revient de production des repas calculés selon la méthodologie détaillée dans l'annexe financière,
- ✓ Les principes de mutualisation et de solidarité entre les communes membres de l'entente intercommunale,

Vu l'avis de la commission « Ressources et moyens généraux » en date du 11 Juin 2026 ;

Vu le rapport présenté en séance du Conseil municipal ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré :

- **FIXE** les tarifs de la restauration collective pour l'année 2026-2027 comme suit, en fonction du type de convive et du coût de revient de production des repas conformément à l'annexe des tarifs jointe au présent rapport,

- **AUTORISE** le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

ANNEXE - TARIFS CUISINE CENTRALE APPLICABLES A COMPTER DU 1ER SEPTEMBRE 2026

	Entente intercommunale de restauration		
	Ville de Ploemeur	Ville de Larmor-plage	Ville de Quimperlé
Date début de contrat	sept-25		
Commande à l'élément	non	non	non
Formule de révision	Formule de révision index du SNRC (syndicat national restauration collective) avec comparaison au calcul du coût de production N-1		
	2026-2027	2026-2027	2026-2027
Bébé Crèche	2,591 €	2,491 €	
Maternelle	3,384 €	3,284 €	3,284 €
Elémentaire	3,748 €	3,648 €	3,648 €
Adolescent	4,248 €		
Adulte	4,990 €	4,890 €	4,890 €
Portage déjeuner	6,405 €	6,103 €	
Portage journée semaine	9,462 €	9,159 €	
Portage déjeuner dimanche	7,405 €	7,103 €	
Portage journée dimanche	10,462 €	10,159 €	
Déjeuner foyer curie (avec PDJ)	6,246 €		
Diner foyer curie	6,246 €		
Repas traiteur	11,900 €		
Goûter maison	0,600 €		
PAI	10,143 €	10,143 €	10,143 €
Forfait 1H cuisine centrale	21,93 €		

Les écarts tarifaires constatés entre Ploemeur (ville de référence), Larmor-Plage et Quimperlé s'expliquent principalement par des différences de prestations intégrées dans le prix des repas. Celles-ci portent notamment sur les composantes servies (avec ou sans pain), les modalités de livraison, le conditionnement des repas ainsi que certains services associés (gestion des contenants, nettoyage, accompagnement spécifique, etc.). Les tarifs reflètent donc le niveau de service et le contenu de l'offre propre à chaque collectivité.

Ronan LOAS, Maire, *« On passe au bordereau 12 avec la fixation des tarifs de la restauration collective pour les villes membres de l'entente intercommunale. Je rappelle qu'on est maintenant en entente intercommunale avec Quimperlé depuis l'été dernier. Avant, nous étions associés uniquement à la ville de Larmor-Plage, et M. Michaël QUERNEZ a souhaité nous rejoindre. »*

Pascal GUERIF, conseiller municipal, *« Bonsoir. Depuis 2013, la cuisine centrale entretient une entente intercommunale avec la ville de Larmor-Plage pour la production des repas. Comme l'a indiqué M. le Maire, la ville de Quimperlé a, elle, intégré cette entente au 1er septembre 2025. La convention prévoit notamment que les tarifs applicables aux collectivités membres sont déterminés dans le cadre d'une nouvelle convention intercommunale, sur la base du coût de revient de production des repas, et ce, par type de convives. Les conditions de production, de livraison et de conditionnement varient selon les bénéficiaires. C'est pourquoi les prix indiqués en annexe varient de quelques centimes selon les populations concernées. Nous vous proposons de valider les tarifs indiqués en annexe pour l'année scolaire 2026-2027. »*

Ronan LOAS, Maire, *« Très bien. Merci à toi, et merci également à toute l'équipe de Ti Lipous pour ce travail. Je sais que M. QUIGNON était présent en commission. Chaque tarif présente ses particularités, donc la présence du gestionnaire de notre équipement était tout de même prioritaire pour pouvoir les appréhender correctement. Je ne sais pas si cela suscite des questions. Notons toutefois que les communes voisines sont réellement satisfaites, et que ce schéma intercommunal constitue une réelle rareté et un véritable soutien pour nos équipes de Ti Lipous. Est-ce qu'il y a des oppositions ? Est-ce qu'il y a des abstentions ? Donc, merci pour cette adoption du bordereau numéro 12. »*

Délibération adoptée à l'UNANIMITE

n°13

FIXATION DES TARIFS DE LA RESTAURATION COLLECTIVE APPLICABLES AUX DIFFERENTS PARTENAIRES DE LA CUISINE CENTRALE

rapporteur : Pascal GUERIF

Dans le cadre de ses missions de service public, la cuisine centrale produit et livre chaque jour des repas à destination de plusieurs établissements partenaires : l'IME de Kerdiret, le Centre EJ'N, la Crèche « le P'tit Club » et le Centre Nautique de Kerguelen.

Les conditions de production, de livraison et de conditionnement variant selon les bénéficiaires, il convient d'établir une grille tarifaire différenciée, reflétant au plus juste les coûts réels et les contraintes associées à chaque prestation.

L'annexe tarifaire distingue les différentes catégories de bénéficiaires et tient compte des spécificités des prestations assurées, notamment en matière de :

- type de public accueilli ;
- modalités de production et de livraison ;
- contraintes techniques ou logistiques ;
- conditionnement des repas ;
- prestations complémentaires éventuelles.

Il est ainsi proposé au Conseil Municipal de fixer les tarifs applicables à compter du 1er septembre 2026.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis de la Commission « Ressources et moyens généraux » en date du 11 Juin 2026 ;

Vu les missions assurées par la cuisine municipale en matière de production et de fourniture de repas ;

Considérant que la commune assure la confection et la livraison de repas au bénéfice de différents usagers et partenaires, notamment :

- l'IME de Kerdiret ;
- le Centre EJ'N
- la Crèche « le P'tit Club »
- le Centre Nautique de Kerguelen

Considérant que les conditions de production, de livraison, de conditionnement et les prestations associées peuvent varier selon les catégories de bénéficiaires ;

Considérant qu'il convient, pour tenir compte des spécificités de l'offre de restauration proposée à chaque catégorie de clients, de prévoir une grille tarifaire différenciée figurant dans l'annexe tarifaire jointe ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré :

- **FIXE** les tarifs applicables aux repas et prestations fournis par la cuisine municipale à compter de l'année scolaire 2026-2027 présentés dans l'annexe tarifaire jointe à la délibération.

- **AUTORISE** le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ANNEXE - TARIFS DE LA CUISINE CENTRALE APPLICABLES A COMPTER DU 1ER SEPTEMBRE 2026

	Autres clients extérieurs			
	IME de Kerdiret	Centre EJ'N	Crèche Le P'tit Club	Centre nautique de Kerguelen
Date début de contrat	2021	2026	2024	2024
Commande à l'élément	non	non	non	non
Formule de révision	Formule de révision index du SNRC (syndicat national restauration collective) avec comparaison au calcul du coût de production N-1			
	2026-2027	2026-2027	2026-2027	2026-2027
Bébé Crèche			2,576 €	
Elémentaire		4,009 €		3,619 €
Adolescent	4,204 €			
Déjeuner Adulte		5,069 €	5,369 €	4,773 €
Diner Adulte		5,069 €		4,773 €
PAI	10,143 €	10,143 €	10,143 €	10,143 €
Forfait 1H cuisine centrale	21,93 €			

Ronan LOAS, Maire, ***« On passe ensuite au tarif de restauration collective applicable aux différents partenaires de la cuisine centrale. »***

Pascal GUERIF, conseiller municipal, ***« Outre les livraisons des repas pour Larmor-Plage et Quimperlé vues au précédent bordereau, la cuisine centrale assure quotidiennement la production et la livraison de repas à plusieurs établissements partenaires : l'IME de Kerdiret, le centre EJ'N, la crèche Le P'tit club et le centre nautique de Kerguelen. Compte tenu des différences de production, de livraison et de conditionnement selon les bénéficiaires, il est nécessaire de mettre en place une grille tarifaire adaptée. Celle-ci tient compte des spécificités de chaque prestation, notamment du public accueilli, des modalités de production et de livraison, des contraintes techniques et logistiques, du conditionnement des repas ainsi que d'éventuels services complémentaires. Nous proposons d'approuver ces nouveaux tarifs applicables à compter du 1er septembre 2026. »***

Ronan LOAS, Maire, *« Cela prouve aussi la diversification qu'on a en termes de clients, etc. Est-ce qu'il y a des questions, des remarques sur ces points ? Je n'en vois pas. Est-ce qu'il y a des oppositions, des abstentions ? Donc la délibération 13 est adoptée. »*

Délibération adoptée à l'UNANIMITE

n°14

GARANTIE EMPRUNT – SOCIETE PUBLIQUE LOCALE BOIS ENERGIE RENOUVELABLE – RESEAU CHALEUR URBAIN

Rapporteur : Jean-Guillaume GOURLAIN

SPL Bois Energie Renouvelable sollicite la ville de Ploemeur pour garantir à hauteur de 50 % l'emprunt de 1 200 321,00 € contracté auprès de la banque des territoires pour le financement de l'opération du Réseau de chaleur urbain RCU) située sur plusieurs adresses à Ploemeur.

Les caractéristiques de l'emprunt n°188267 sont :

Ligne du Prêt	n°188267
Montant	1 200 321,00 €
Durée totale : - durée de la phase de préfinancement - durée de la phase d'amortissement	 18 mois 25 ans
Périodicité des échéances	Trimestrielle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,5 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire *L'échéance est égale à la somme du montant de l'amortissement et des intérêts*
Modalité de révision	Simple révisabilité (SR)

SPL Bois Energie Renouvelable sollicite l'accord de garantie de la ville de Ploemeur à hauteur de 50 % de l'emprunt soit 600 160,50 € (Lorient Agglomération et le Crédit Coopératif garantissent respectivement les 30 % et 20 % restants).

Article 1 : L'assemblée délibérante de la ville de Ploemeur accorde sa garantie à hauteur de 50.00 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 200 321,00 € souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignation, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 188267 constitué d'une ligne du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 600 160,50 € augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

- La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

- Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer de défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : Le conseil s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu le contrat de prêt n°188267 en annexe signé entre SPL Bois Energie Renouvelable ci-après l'emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations ;

Vu l'avis de la Commission « Ressources et moyens généraux » en date du 11 juin 2026 ;

Vu le rapport présenté en séance du Conseil municipal ;

M. le Maire, Mme GEGOUSSE et M. ILLIEN s'étant déportés des débats et du vote de la présente délibération ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré :

- **ACCORDE** à la SPL Bois Energie Renouvelable la garantie de la ville à hauteur de 50 % de l'emprunt n° 188267 de 1 200 321,00 € (soit 600 160,50 €) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Monsieur le Maire, Armelle GEGOUSSE et Ludovic ILLIEN étant sortis de la salle à 18h34.

Ronan LOAS, Maire, ***« On passe ensuite à la garantie d'emprunt de la SPL BER. Je demande à ce que M. ILLIEN, Mme GEGOUSSE et moi-même sortions. Vous savez, le législateur a réglé pour beaucoup de conflits d'intérêts publics qu'on représentait, mais il n'a pas réglé pour les SEM, SPL, toutes ces sociétés. C'est-à-dire qu'on travaille sur des sujets qu'on ne peut pas présenter et qu'on ne peut pas délibérer. Il faut qu'on en sorte physiquement. »***

Jean-Guillaume GOURLAIN, adjoint au Maire, *« Bonsoir à toutes et à tous. Cette délibération concerne une demande de garantie d'emprunt formulée par la SPL Bois Energie Renouvelable, dans le cadre du développement du réseau chaleur urbain sur notre commune. La SPL a contracté auprès de la Banque des Territoires un emprunt de 1,2 millions € destiné à financer les investissements liés au réseau de chaleur. Il nous est proposé d'apporter une garantie à hauteur de 50 % de cet emprunt, soit 600 000 €. Les 50 % restants sont garantis par Lorient Agglomération pour 30 % et le Crédit Coopératif pour 20 %. Il s'agit donc d'un mécanisme classique pour ce type d'investissement structurant porté par une SPL publique.*

Au-delà de l'aspect financier, ce dossier s'inscrit pleinement dans les orientations portées par notre territoire en matière de transition énergétique. Le réseau de chaleur constitue effectivement un outil concret permettant de développer les énergies renouvelables, de réduire notre dépendance aux énergies fossiles et de sécuriser les coûts de l'énergie pour les usagers raccordés à ce réseau. La Commission ressources et moyens généraux a émis un avis favorable sur le sujet. Il est donc proposé au conseil municipal d'accorder à la SPL Bois Énergie Renouvelable la garantie de la ville à hauteur de 50 % de l'emprunt contracté auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations.

Est-ce qu'il y a des questions ? Pas de questions, donc on passe au vote. Qui s'abstient ? Qui vote contre ? Merci, le bordereau est adopté à l'unanimité. »

Délibération adoptée à l'UNANIMITE

n°15

ASSOCIATION PAYSAGES DE MEGALITHES DE CARNAC ET DU SUD-MORBIHAN – DESIGNATION DES REPRESENTANTS A L'ASSEMBLEE GENERALE - CANDIDATURE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Rapporteur : Armelle GEGOUSSE

L'association créée le 26 mars 2012, rassemble les 28 communes qui présentent une forte densité de structures mégalithiques érigées durant la période néolithique entre 5000 et 2300 ans avant notre ère, les collectivités territoriales au sein desquelles elles sont présentes : département du Morbihan, AQTA, GMVA, la Région, ainsi que le Centre des monuments nationaux, le Conservatoire du littoral, des associations locales et des particuliers intéressés dans la gestion du patrimoine.

L'association œuvre pour la préservation, la gestion, et la mise en valeur du patrimoine mégalithique. Les membres de l'association se sont engagés, en signant la Charte d'engagements, à préserver la valeur universelle exceptionnelle de ce patrimoine pour les générations actuelles et futures.

L'association a été créée pour mener à bien le dossier de candidature à l'inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO. Le 12 juillet 2025, lors du 47ème comité du patrimoine mondial qui s'est tenu à Paris, les Mégalithes de Carnac et des rives du Morbihan ont été inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO, représentant ainsi le premier site breton inscrit.

Suite à cette inscription, les statuts de l'association ont évolué.
Elle a pour but de :

- Assurer le maintien de l'intégrité et de l'authenticité du Bien tel qu'ils sont définis dans la décision d'inscription du Comité du Patrimoine mondial ;
- Promouvoir et diffuser la VUE du Bien telle qu'elle est définie dans la décision d'inscription du Comité du Patrimoine mondial ;
- Organiser et animer la concertation entre les organes constitutifs de la gouvernance, les propriétaires et les gestionnaires publics des sites et monuments ;
- Élaborer le programme d'actions du plan de gestion et favoriser sa mise en œuvre ;
- Veiller au respect des valeurs exprimées dans la Charte d'engagement ;
- Organiser et animer la concertation avec la population locale et les propriétaires privés de monuments ;
- Suivre et évaluer les actions du plan de gestion afin d'élaborer les rapports de gestion prévus par la Convention du Patrimoine mondial.

La gouvernance du Bien « Mégalithes de Carnac et des rives du Morbihan » est assurée par l'État, responsable devant la communauté internationale représentée à l'UNESCO. Pilotée par le Préfet de département, elle assure, via un Comité de Pilotage, la bonne gestion du Bien, au côté de l'association Paysages de Mégalithes, structure de gestion du Bien.

L'association est organisée :

- En assemblée générale, constituée des personnes désignées par les instances de ses membres
- En conseil d'administration, constituée d'élus de l'assemblée générale
- En bureau, constituée d'élus de l'assemblée générale
- En comité de pilotage : en assistance aux services de l'Etat et collectivités membres de droit représentées par leur maire ou leur président

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de l'association, modifiés le 12/12/2025 ;

Vu l'avis de la commission « Cohésion sociale et vie locale » en date du 08 juin 2026 ;

M. le Maire et Mme LE NORMAND s'étant déportés des débats et du vote de la présente délibération ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré :

- **DESIGNE** M. le Maire délégué titulaire et Mme Marie-Christine LE NORMAND comme déléguée suppléante à l'assemblée générale de l'association Paysages de Mégalithes de Carnac et du Sud-Morbihan.

- **AUTORISE** M. le Maire à présenter sa candidature au Conseil d'administration,

- **AUTORISE** M. le Maire à signer tout document y afférent.

Ludovic ILLIEN et ARMELLE GEGOUSSE étant revenus en séance à 18h36.
Il est proposé au conseil municipal d'inverser les bordereaux 15 et 16 car M. le Maire étant déjà sorti de la salle, cela évite les allers-retours.
Le Conseil municipal acceptant le changement d'ordre des bordereaux 15 et 16.
Marie-Christine LE NORMAND étant sortie de la salle à 18h37.

Jean-Guillaume GOURLAIN, adjoint au Maire, ***« On peut faire entrer les élus. »***

Armelle GEGOUSSE, adjointe au Maire, ***« Le Maire étant déjà sorti de la salle, est-ce que vous voulez bien qu'on intervertisse les bordereaux 15 et 16 de façon à ce qu'ils puissent rester dehors et éviter les allers-retours dans la salle ?***

Vous n'y voyez pas d'inconvénients ? Non ? Merci. Le bordereau suivant concerne l'association Paysages de Mégalithes de Carnac et du Sud-Morbihan. Cette association, comme vous le savez, a porté avec succès le dossier qui a conduit le 12 juillet 2025 à l'inscription historique de nos mégalithes au patrimoine mondial de l'UNESCO. À la suite de cette reconnaissance internationale, les statuts de l'association ont évolué pour assurer la gouvernance et la gestion du site. Il nous appartient donc aujourd'hui de désigner les représentants de notre collectivité. Nous vous invitons donc à désigner M. le Maire et Mme LE NORMAND comme délégués de notre ville à l'Assemblée générale. De plus, nous devons autoriser M. le Maire à présenter sa candidature au conseil d'administration de cette association. Est-ce qu'il y a des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci. On peut rappeler les élus et passer au bordereau suivant. »

Ronan LOAS, Maire, ***« Nous allons passer sur le bordereau 16. »***

Délibération adoptée à l'UNANIMITE

n°16

TARIFS DE LA TAXE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE (TPE) – ANNEE 2027

Rapporteur : Cédric ORVOËN

Conformément à l'article 171 de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008,
le Conseil municipal du 14 mai 2009 a délibéré pour fixer les modalités de perception de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) sur le territoire de la commune.
L'actualisation des tarifs de la TLPE devenue taxe sur la publicité extérieure (TPE) pour l'année N+1 doit faire l'objet d'une délibération du conseil municipal, prise avant le 1er juillet de l'année « N ».
L'ordonnance n°2023-1210 du 20 décembre 2023 est venue modifier totalement le référentiel applicable en matière de tarification de la TPE. Depuis le 1er janvier 2024, la TPE est codifiée par les articles L.2333-14, L.2333-15 et R.2333-12 à R.2333-17 du Code général des collectivités territoriales, ainsi que par les articles L.454-39 à L.454-77 du code des impositions des biens et services (CIBS).
La codification précise les points suivants :

- Chaque tarif peut évoluer indépendamment des autres dans les limites suivantes :
  - Augmentation de chaque tarif doit être inférieure à 5 €/m² d'une année sur l'autre
  - Chaque tarif doit rester inférieur aux « maximums » appelés « tarifs normaux » fixés par la nouvelle grille tarifaire.
- Ces tarifs augmentent chaque année dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de la pénultième année.

Les tarifs normaux pour la détermination des différents tarifs fixés aux articles L. 454-60 à L. 454-62 du Code des impositions des biens et services sont les suivants, pour 2027 :

Pour les dispositifs publicitaires et préenseignes (affichage non numérique)

Population de l'autorité compétente	**Superficie ≤ 50m²**	**Superficie > 50 m²**
Moins de 50 000 habitants	19,10 €/m²/an	38,10 €/m²/an
De 50 000 à 199 999 habitants	25,00 €/m²/an	50,10 €/m²/an
Plus de 200 000 habitants	38,00 €/m²/an	76,10 €/m²/an

Pour les dispositifs publicitaires et préenseignes (affichage numérique)

Population de l'autorité compétente	**Superficie ≤ 50m²**	**Superficie > 50 m²**
Moins de 50 000 habitants	57,20 €/m²/an	114,30 €/m²/an
De 50 000 à 199 999 habitants	75,40 €/m²/an	148,80 €/m²/an
Plus de 200 000 habitants	113,90 €/m²/an	222,80 €/m²/an

Pour les enseignes

Population de l'autorité compétente	**Superficie cumulée ≤ 12 m²**	**12 m² < superficie cumulée ≤ 50 m²**	**Superficie cumulée > 50 m²**
Moins de 50 000 habitants	19,10 €/m²/an	38,10 €/m²/an	76,30 €/m²/an
De 50 000 à 199 999 habitants	25,00 €/m²/an	50,10 €/m²/an	100,40 €/m²/an
Plus de 200 000 habitants	38,00 €/m²/an	76,10€/m²/an	150,20 €/m²/an

Par délibération du 27 mai 2025, les tarifs suivants ont été retenus pour l'année 2026 :

- Dispositifs publicitaires et pré-enseignes non numériques ≤ 50 m2 24,80 €/m²/an
- Dispositifs publicitaires et pré-enseignes non numériques > 50 m2 49,70 €/m²/an
- Dispositifs publicitaires et pré-enseignes numérique ≤ 50 m2 74,70 €/m²/an
- Dispositifs publicitaires et pré-enseignes numériques > 50 m2 147,50 €/m²/an

- Enseignes dont la superficie cumulée est inférieure ou égale à 7m² : exonération
- Enseignes dont la superficie cumulée est comprise entre 7 m² et 12 m² 17,70 €/m²/an
- Enseignes dont la superficie cumulée est comprise entre 12 m² et 50 m² 35,40 €/m²/an
- Enseignes dont la superficie cumulée est supérieure à 50 m² 70,80 €/m²/an

Depuis de nombreuses années, la ville de Ploemeur applique l'exonération légale des enseignes dont la surface cumulée est inférieure à 7 m2 représentant une grande partie des commerces de Ploemeur et les tarifs maximaux pour les publicités et préenseignes, compte tenu de l'appartenance de la ville à un EPCI de la tranche supérieure de la population. Dans cette même logique, il est ainsi proposé au Conseil Municipal les tarifs suivants pour 2027 :

- ✓ D'opter pour les publicités et préenseignes non numériques pour le tarif maximal possible, soit :
- Superficie ≤ 50 m² 25,00 €/m²/an
- Superficie > 50 m² 50,10 €/m²/an

- ✓ D'opter pour les dispositifs publicitaires et préenseignes numériques pour le tarif maximal possible, soit :
- Superficie ≤ 50 m² 75,40 €/m²/an
- Superficie > 50 m² 148,80 €/m²/an

- ✓ D'opter pour les enseignes pour le maintien des tarifs de 2026, soit :
- Superficie ≤ 7 m² Exonération
- 7 m² ≤ S ≤ 12 m² 17,70 €/m²/an
- 12 m² ≤ S ≤ 50 m² 35,40 €/m²/an
- S > 50 m² 70,80 €/m²/an

Il est rappelé que la TPE est recouvrée annuellement par la ville et se calcule sur la somme des superficies des enseignes relevées par un inventaire terrain.

Vu l'article 171 de la Loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 14 mai 2009 ;

Vu les articles L.2333-14, L.2333-15 et R.2333-102 à R.2333-17 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu les articles L.454-39 à L.454-77 du Code des Impositions sur les biens et services ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de Ploemeur du 27/05/2025, fixant les tarifs de la TLPE applicables en 2026 ;

Vu l'arrêté du 9 mars 2026 constatant les tarifs indexés sur l'inflation de la taxe sur la publicité extérieure pour l'année 2027 ;

Considérant que la ville de Ploemeur compte moins de 50 000 habitants, et qu'elle appartient à un établissement public de coopération intercommunale dont la population est supérieure ou égale à 50 000 habitants. *Les tarifs normaux dépendant de la population de commune ou de l'EPCI ainsi que de la nature du support publicitaire, ils sont fixés par les articles* **L. 454-60 à L.454-62 du code des impositions des biens et services (CIBS).**

***Considérant** que les tarifs peuvent être, en tout ou partie, minorés. Ils peuvent également être majorés, en cas d'appartenance à un EPCI de la tranche supérieure de population, et ce, en vertu de l'article L.454-62-1 du Code des impositions sur les biens et services.*

Vu l'avis de la Commission « Ressources et moyens généraux » en date du 11 juin 2026 ;

Vu le rapport présenté en séance du Conseil municipal ;

Le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré :

- **AUGMENTE** les tarifs des publicités et des préenseignes en s'alignant sur les tarifs maximaux ;
- **N'AUGMENTE PAS** les tarifs des enseignes, en conservant pour 2027 les tarifs appliqués en 2026 ;
- **APPROUVE** les tarifs de la TPE applicables à compter du 1er janvier 2027 suivant la grille ci-dessous :

	Tarifs 2027
Publicités et préenseignes non numériques	
≤ 50 m²	25, 00 €/m²/an
> 50 m²	50,10 €/m²/an
Publicités et préenseignes numériques	
≤ 50 m²	75,40 €/m²/an
> 50 m²	148,80 €/m²/an
Enseignes	
Surface cumulée ≤ 7 m²	Exonération
7 m² < Surface cumulée ≤ 12 m²	17,70 €/m²/an
12 m² < Surface cumulée ≤ 50 m²	35,40 €/m²/an
Surface cumulée > 50 m²	70,80 €/m²/an

- **DONNE** tous pouvoirs au maire ou à l'adjoint délégué pour prendre toutes les mesures nécessaires au recouvrement de cette taxe.

M. le Maire et Marie-Christine LE NORMAND étant revenus en séance à 18h38.

Ronan LOAS, Maire, *« Je propose de passer au bordereau sur la TLPE. Je laisserai la parole à M. ORVOËN. Ce bordereau passera tous les ans à la même époque. »*

Cédric ORVOËN, adjoint au Maire, *« Bonsoir, il s'agit là effectivement d'un bordereau qui revient chaque année, que nous connaissons bien, sur la TLPE, la taxe locale sur la publicité extérieure. Pour 2027, cela fait suite à la nouvelle réglementation toujours fixée par l'ordonnance de 2023. Les tarifs sont modulés selon la taille et la nature des dispositifs publicitaires ainsi que la population de la commune. Pour 2027, Ploemeur propose d'appliquer les tarifs maximaux pour les publicités. Les enseignes conservent le tarif de 2026, avec une exonération pour celles de moins de 7 mètres carrés. Je vous rappelle que la taxe est calculée annuellement sur les superficies relevées. »*

Ronan LOAS, Maire, *« La même chose tous les ans, mais est-ce que, pour les nouveaux élus, il y a des questions sur cette TLPE ? Je n'en vois pas. Est-ce qu'il y a des oppositions, des abstentions ? La délibération est adoptée à l'unanimité. »*

Délibération adoptée à l'UNANIMITE

n°17

PARTICIPATION AUX DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES PRIVES DU 1ER DEGRE DU TERRITOIRE SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION – ANNEE SCOLAIRE 2026-2027

Rapporteur : Jean-Guillaume GOURLAIN

Les établissements privés d'enseignement ont la faculté de passer avec l'Etat des contrats d'association conformément à l'article L442-5 du code de l'Education. Cet article prévoit que « les dépenses de fonctionnement des classes sous contrat sont prises en charge dans les mêmes conditions que celles des classes correspondantes dans l'enseignement public ».

Ainsi et en application des textes législatifs et réglementaires en vigueur, la commune siège de l'établissement doit donc participer aux frais de fonctionnement de l'école privée pour les élèves domiciliés sur son territoire . Ce financement est assis sur le coût d'externat des écoles publiques du territoire, défini en s'appuyant sur les dépenses inscrites au compte administratif 2025 pour l'année scolaire 2026-2027. Les coûts d'externat établis sur cette base sont les suivants :

- **élève scolarisé en maternelle : 1679,40 €**
- **élève scolarisé en élémentaire : 493,30 €**

La participation aux dépenses de fonctionnement de ces établissements scolaires privés peut être versée sous plusieurs formes : versement numéraire, prestations en nature, paiement de factures, etc...

Vu l'article L2321-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L442-5 du Code de l'éducation ;

Vu le contrat d'association signé entre l'État et l'OGEC de l'école privée Notre Dame du Sacré Cœur le 27 octobre 1980 ;

Vu le contrat d'association signé entre l'État et l'OGEC de l'école privée Notre Dame de la Garde le 16 novembre 1981 ;

Vu l'avis de la commission « Cohésion sociale et vie locale » en date du 8 juin 2026 ;

Vu le rapport présenté en séance du Conseil municipal ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré :

- **ACCORDE** une participation aux frais de fonctionnement des écoles privées du territoire sous contrat d'association au titre de l'année scolaire 2026-2027 :

  - **1679,40 €** par élève ploemeurois scolarisé en maternelle
  - **493,30 €** par élève ploemeurois scolarisé en élémentaire

- **DIT** que le versement de la participation due s'effectuera trimestriellement sur la base des enfants inscrits à la rentrée scolaire de septembre 2026 et ajusté aux effectifs réels lors de chaque versement.

Ronan LOAS, Maire, *« On bascule sur les sujets d'éducation. »*

Jean-Guillaume GOURLAIN, adjoint au Maire, *« Nous abordons ce soir le volet parcours de l'enfant et du jeune avec deux délibérations, donc 17 et 18, qui traduisent une gestion rigoureuse, transparente et parfaitement équitable des données publiques en matière scolaire.*

Le bordereau 17, c'est le financement des écoles privées de Ploemeur sous contrat, ce qu'on appelle le coût d'externat. La première délibération concerne l'application stricte du cadre légal qui régit les relations entre les communes et l'enseignement privé sous contrat d'association avec l'État. Comme vous le savez, la loi impose de participer aux frais de scolarité des enfants ploemeurois inscrits dans les écoles privées sous contrat de notre commune. Cette participation doit être strictement équivalente à ce que coûte un élève du public de notre collectivité sur l'année N-1. C'est ce qu'on appelle le coût de l'externat. Sur la base des comptes réels donc du CFU de l'année 2025, nos services ont calculé au plus juste ce coût de revient par élève pour l'année scolaire 2026-2027.

Il s'établit donc à 1 679,40 € par an pour un enfant en maternelle. Ce montant est plus élevé que celui de l'école élémentaire, comme je vous l'avais expliqué en commission, car il intègre le coût des ATSEM qui accompagnent nos petits au quotidien. Le coût est de 493,30 € par an pour les élèves en élémentaire, du CP au CM2. Le vote de ce soir nous permettra donc de verser ces forfaits aux écoles privées sous contrat, garantissant ainsi le principe de parité et d'équité de traitement entre tous les enfants de Ploemeur, quels que soient leurs droits de l'esprit et quel que soit le choix d'établissement de leurs parents. Merci. »

Ronan LOAS, Maire, *« C'est une méthode mathématique et contrôlée, un peu complexe parce qu'en réalité, il faut revoir tous les coûts liés aux écoles publiques et le ratio du nombre d'enfants dans le public, puis ensuite le nombre d'enfants dans le privé. Est-ce qu'il y a des questions sur cette délibération ? Je n'en vois pas. Est-ce qu'il y a des oppositions ? Est-ce qu'il y a des abstentions ? Je compte quatre abstentions. »*

Délibération adoptée à la MAJORITE – 4 CONTRE (Jack MAIGNAN, Corinne GOADEC, Olivier MAZÉAS, Maïté BRISELET)

n°18

PARTICIPATION AUX DEPENSES DE SCOLARITE POUR LES ENFANTS DE LA VILLE DE LORIENT INSCRITS DANS LES ECOLES PUBLIQUES DU 1ER DEGRE DE PLOEMEUR – ANNEE SCOLAIRE 2026-2027

Rapporteur : Jean-Guillaume GOURLAIN

La ville de Ploemeur accueille dans ses écoles publiques des enfants dont les familles sont domiciliées à Lorient dans le cadre de dérogations scolaires.

L'article L.212-8 du Code de l'Education dispose que lorsque les écoles maternelles ou élémentaires publiques d'une commune reçoivent des élèves, dont la famille est domiciliée dans une autre commune, la répartition des dépenses de fonctionnement se fait par accord entre la commune d'accueil et la commune de résidence. Pour le calcul de la contribution de la commune de résidence, il doit être tenu compte des ressources de cette commune, du nombre d'élèves de cette commune scolarisés dans la commune d'accueil et du coût moyen par élève calculé sur la base des dépenses de l'ensemble des écoles publiques de la commune d'accueil. Les dépenses à prendre en compte à ce titre sont les charges de fonctionnement à l'exclusion de celles relatives aux activités périscolaires.

Il est donc proposé de fixer le montant de cette participation sur la base de ce qui est déjà voté pour « la participation aux dépenses de fonctionnement des établissements scolaires privés du 1er degré du territoire sous contrat d'association ». Cette participation, conformément à l'article L.212-8 du Code de l'Education, est assise sur le coût d'externat des écoles publiques du territoire défini à partir des dépenses inscrites au compte administratif de l'année précédente. Ce principe de calcul est parallèlement utilisé par la ville de Lorient afin de garantir une certaine équité dans l'accord de réciprocité.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.212-22 ;

Vu le code de l'Education et notamment son article L.212-8 relatif à la répartition des dépenses de fonctionnement entre la commune de résidence et la commune d'accueil lorsque les écoles maternelles ou les écoles élémentaires publiques d'une commune reçoivent des élèves dont la famille est domiciliée dans une autre commune ;

Vu l'avis de la commission « Cohésion sociale et vie locale » en date du 8 juin 2026 ;

Vu le budget de la Ville ;

Vu le rapport présenté en séance du Conseil municipal ;

Considérant que la Ville de Ploemeur accueille dans ses écoles publiques des enfants dont les familles sont domiciliées dans d'autres communes dans le cadre de dérogations scolaires ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré :

- **FIXE** le montant de la participation aux dépenses de scolarité à 1679,40 € pour les enfants domiciliés à Lorient et scolarisés en école publique maternelle ploemeuroise pour l'année scolaire 2026/2027.

- **FIXE** le montant de la participation aux dépenses de scolarité à 493,30 € pour les enfants domiciliés à Lorient et scolarisés en école publique élémentaire ploemeuroise pour l'année scolaire 2026/2027.

Délibération adoptée à l'UNANIMITE

Ronan LOAS, Maire, *« Je tenais à vous dire un mot pour clôturer la séance du conseil municipal. J'ai envie de faire un petit point d'information. Il ne vous aura pas échappé que depuis lundi, nous sommes en alerte rouge canicule. Depuis vendredi, on s'y attendait. J'étais au Conseil départemental et, pour être transparent, on était un certain nombre de conseillers départementaux à demander au préfet de nous annoncer en amont le déclenchement de l'alerte rouge, afin d'éviter que toutes les communes soient, entre le dimanche soir et le lundi, en train de se poser toutes ces questions pratico-pratiques.*

Je vous enverrai un courrier, mais je vais vous redonner un peu les différents éléments qui ne valent que pour l'instant T. Juste avant le conseil municipal, nous étions encore en visio avec les services de la Préfecture. Nous avons eu un premier temps d'échange pour faire un peu de temporalité, avant d'aller dans le cœur des décisions avec les Maires de l'agglomération, principalement le lundi.

En fonction des communes, de l'état des écoles, si elles sont rénovées ou non, on ne peut pas adapter de la même façon. Quand vous êtes dans des villes qui sont très urbaines, avec des tours, ce n'est pas la même chose que quand vous êtes en tissu résidentiel. On a eu un déclenchement à minuit de l'alerte rouge et le point avec le Préfet s'est tenu seulement à 16 heures. On a donc pris un certain nombre de mesures dès le lundi matin.

Je rappelle que les écoles sont isolées et aussi monitorées. C'est-à-dire qu'on a une centaine de capteurs dans les écoles et salles municipales, qui permettent d'avoir la température, l'hygrométrie, le taux de CO2, etc. En fait, on a un monitoring global, ce qui nous permet, même à la classe ou à la salle de réunion, d'avoir l'évolution des températures, ce qui est aussi un indicateur en termes de température et de comportement. Parce qu'on a vu aussi des erreurs de comportement, comme d'ouvrir les fenêtres dans certains endroits, quand il fait chaud.

Donc on a aussi rappelé les consignes : c'est-à-dire qu'on rafraîchit, nous, les écoles la nuit. Si on ouvre quand il fait chaud, le chaud rentre dans une école. Et même si elle est isolée, on a eu des écoles qui prenaient 3 degrés en une demi-heure, voire trois quarts d'heure. Je pense que plus il y a de monde dans une école, aussi, plus elle chauffe.

Si je déplie un peu les politiques rapidement, je rappelle que quand on est en alerte rouge, les familles ont le droit de récupérer leurs enfants, à l'école comme au collège, parce qu'il y a des gens qui se posent la question. Je le redis : « vous avez le droit, en alerte rouge, on est en schéma dérogatoire, de récupérer les enfants ».

Lundi, nous avions laissé les écoles ouvertes, en étant en échange permanent avec les directions d'école. C'est-à-dire que ce n'est pas la mairie qui a pris la décision. À chaque fois, on a appelé les différents directeurs d'école, parce que les situations ne sont pas les mêmes entre les physionomies d'écoles. Je remercie encore nos équipes, l'administration et nos agents.

Parce que l'école de la Châtaigneraie est très arborée, a de vrais points de fraîcheur. Alors que dans d'autres écoles, les schémas n'étaient pas les mêmes. Mais dans tous les cas, on a pris l'avis le matin, qui était plutôt le maintien. Et quand on a eu les directeurs en fin de journée, la demande était plutôt de fermer les écoles l'après-midi. Ce qu'on a mis en place, et ce qui sera le cas maintenant dès qu'on est en alerte rouge, c'est que le matin l'école est ouverte, sachant que les parents qui veulent récupérer leur enfant le récupèrent. On fait la restauration pour ceux qui souhaitent, avec naturellement les règles d'inscription, etc.

L'après-midi, on bascule sur ce qu'on pourrait appeler un service minimum d'accueil jusqu'à 16h30. C'était quand même plus confortable parce qu'il y avait beaucoup moins d'enfants. Je n'ai pas encore les effectifs qui ont fréquenté. Sur nos écoles, ça semble bien marcher dans les retours qu'on a eus avec les directeurs. On fonctionne vraiment sur le schéma Mairie-direction d'école.

Ces choix sont spécifiques à Ploemeur parce qu'en fait, il n'y a pas eu de cadre donné par les préfets. On s'attendait à ce que le préfet nous annonce, comme dans certaines crises : « Vous fermez tout, vous faites ça ». Ils ont laissé une forme de liberté. Donc nous, on s'est appuyé sur les directions d'école. Comme ça, chacun des directeurs, des directrices, sait très bien ce qu'il faut faire.

Je rappelle que pour les collèges, c'est le directeur du collège qui décide. Mais les collégiens ont aussi le droit d'être retirés des collèges en alerte rouge. Parce que j'ai des parents qui m'ont dit : « Mais qu'est-ce qui se passe au collège ? ». Au collège, privé ou public, c'est directement le directeur qui décide.

Pour la petite enfance, on a eu le même schéma. Pour les ALSH, on est sur un schéma aussi du mercredi dans lequel on a fermé. On a maintenu Passe Ouest ouvert le lundi matin, mais c'est fermé depuis. On a fermé parce qu'on a un bâtiment qui est certes récent, mais qui surchauffe. On a un bâtiment avec une façade toute vitrée, plein sud, avec un parking. On a prévu de végétaliser nos parkings : ça va être accéléré puissance 10, parce qu'on voit l'impact des espaces extérieurs sur des bâtiments.

Les évènements sportifs sont aussi réglementés. À Ploemeur, la règle a été homogène. Les salles sont fermées pour les évènements sportifs, culturels et associatifs. L'objectif, c'est de ne pas faire sortir les gens, en particulier en cœur de journée. Ceux qui participent aux évènements sont plutôt des publics fragiles et sensibles.

Les agents du CCAS étaient aussi en contact avec les personnes fragiles recensées. On a un listing d'environ 70 personnes qui est renouvelé en permanence. Pour les personnes qui ne répondent pas, normalement, on demande à la police municipale de passer au domicile voir si tout va bien.

La réserve communale de Ploemeur a été engagée. Le Plan communal de sauvegarde a été prédéclenché ce week-end. Il a été déclenché par la cellule de crise de lundi matin en Mairie et la réserve communale a été déclenchée, parce que c'est un des volants de notre plan communal de sauvegarde.

Parce qu'en fait, on a aussi d'autres risques qui apparaissent avec le coup de chaud. Je pense en particulier au risque incendie.

On a fait une petite campagne parce qu'on voit des gens qui font des barbecues, qui vont sur les plages. On a un effet de dessèchement accéléré des sols avec le vent combiné à la chaleur. On est quasiment sur des risques d'un mois d'août. Au mois de mai, on avait déjà un niveau d'alerte sur les nappes. Malgré les pluies, on n'a pas une forte capacité hydraulique sur le territoire. Sur les autres services publics, la règle, c'est la protection des agents. Le télétravail est recommandé et les réunions non essentielles ne se tiennent pas. On met à disposition des agents les pièces fraîches. La salle du Conseil a pu servir aux agents du CCAS, aux assistantes sociales. En Mairie, il y a la salle des mariages pour les agents qui ne peuvent pas être en télétravail. Mais la règle, c'est d'éviter les déplacements, de rester chez soi et de s'occuper des siens. On a eu quelques moments un peu critiques. J'ai une pensée pour nos agents de la cuisine centrale, parce que même si on a basculé sur des repas principalement froids, crudités, etc., les machines, ça chauffe. Et que le deuxième risque des canicules, c'est le risque électrique, et qu'on a des dispositifs qui ont lâché alors qu'ils sont neufs, entretenus et surveillés.

Les corps souffrent, mais on a mis en place des dispositifs avec, par exemple, la gratuité d'Océanis. Dans les faits, on a fait la gratuité de la piscine Océanis. On a naturellement annulé les créneaux associatifs pour que la règle soit la même pour tout le monde. On a eu près de 800 personnes qui ont fréquenté la piscine depuis la mise en place du dispositif. J'ai eu des Maires qui m'ont aussi demandé s'ils pouvaient orienter leur population vers Océanis. Toutes les communes n'ont pas de piscine. Vous pouvez voir que dans certaines villes, tous les bâtiments publics sont quasiment fermés sauf les points primordiaux. À Larmor-Plage, toutes les écoles sont fermées. La ville de Lorient a laissé les écoles ouvertes, mais pour des considérations qui sont plus sociales, parce qu'en réalité, c'est beaucoup de populations qui vivent dans des bâtiments qui pourraient être très chauds. Donc il vaut mieux qu'ils soient au frais, sous surveillance d'équipes, que d'être ramenés dans des appartements où il serait plusieurs. Et on ne vit pas de la même manière en maison individuelle que si on est dans des collectifs qui sont souvent anciens. Dans tous les cas, je vais vous envoyer un courrier sur le sujet. On laisse beaucoup de souplesse aux familles, celles et ceux qui ne peuvent pas être présents. On ne met pas de tarification. Je tenais vraiment à terminer aussi mes propos par un grand mot de remerciement à nos agents et équipes qui, à chaque fois qu'on est dans des situations compliquées, réagissent. On avait déjà adapté, comme on le fait dès qu'il fait chaud, les horaires de travail de nos équipes qui sont exposées. Je parle de ceux qui sont en extérieur. On équipe aussi de vêtements anti-UV les agents qui travaillent en extérieur parce que souvent, le réflexe, c'est de se mettre en short, tee-shirt, mais quand on est en extérieur, il faut porter des tee-shirts anti-UV, des manches longues, un chapeau, etc. On avait une ligne dans le budget supplémentaire de 10 000 euros sur les équipements des agents. Donc une fois que la crise sera passée, on aura un retour d'expérience afin d'améliorer si besoin notre plan communal de sauvegarde. De crise en crise, on fait évoluer les choses. Mais nos agents étaient encore au front. Le CCAS a aussi mobilisé des bénévoles. Les membres du conseil d'administration du CCAS sont venus donner un coup de main pour appeler les personnes les plus fragiles. Nous étions vigilants aussi sur les agents d'aide à domicile, pour la livraison de repas. L'objectif, c'est quand même de prendre soin de celles et ceux qui sont les plus fragiles quand on est sur ces températures exceptionnelles. J'ai eu l'information que le record de Ploemeur a été battu aujourd'hui. On doit être à 39,1 degrés sur la station de Lann Bihoué. C'est un record absolu depuis qu'il y a des remontées de température ici. Donc on est quand même sur des cas qui sont exceptionnels. Et on annoncerait un retour d'une vague de canicule pour les semaines autour du 14 juillet. On aura un rafraîchissement, mais un retour de températures plus fortes ensuite. On attend quand même 40 degrés jeudi. À partir de la semaine prochaine, on n'aura plus d'école, mais en attendant, on maintient les écoles ouvertes le matin et les familles qui le souhaitent peuvent garder les enfants toute la journée. On fait du service minimum d'accueil l'après-midi et nos politiques publiques bougent. Au niveau de l'eau, on pourrait être amené à prendre des mesures. Il y a aussi un risque fort d'incendie. Les massifs forestiers sont maintenant interdits de fréquentation. La forêt de Brocéliande est

interdite. La tendance de Météo France, c'est qu'on va vers un moment un peu plus de respiration à partir de ce week-end. Mais il n'est pas exclu qu'en direction du 14 juillet, on récupère la masse de chaleur à nouveau. »

Aurélie DIRINGER-DAGORNE, conseillère municipale, *« Il faut aussi qu'on fasse une petite alerte vigilance sur les risques de noyade dans ces périodes. »*
Ronan LOAS, Maire, *« On a eu aujourd'hui un arrêt cardiaque sur une plage de Ploemeur. On a un problème de pré-noyade. Il y a eu un décès aussi à Groix, à Locmaria.*

On avait tendance à croire que le risque se limitait aux ruisseaux et aux plans d'eau. Or, aller se baigner en période de forte canicule comporte des risques de chocs thermiques. Nous avons déjà deux cas aujourd'hui. Je pense qu'il faut également se préserver en évitant les expositions aux heures les plus chaudes de la journée. Je rappelle que la piscine est ouverte gratuitement, dans la limite des capacités d'accueil. Je tiens aussi à souligner que le niveau de chaleur engendre parfois une certaine agressivité envers les agents de services publics, notamment ceux en charge des accueils. Il fait chaud pour tout le monde. Nos agents et élus font leur maximum. Je tenais donc vraiment à terminer par un grand mot de remerciement à tous les agents de services publics dans ces moments ô combien compliqués.

Merci à toutes et à tous. Je vous souhaite malgré tout de bonnes vacances et un bon repos estival avant la rentrée. »

Le Maire lève la séance à 19h02.

Anne-Valérie RODRIGUES,
Secrétaire de séance

Ronan LOAS,
Maire